



**COMPTES NATIONAUX DEFINITIFS DU
TOGO 2016-2017 SOUS LE SCN 2008
(Base 2016)**

Octobre 2020

**COMPTES NATIONAUX DEFINITIFS DU
TOGO 2016-2017 SOUS LE SCN 2008
*(Base 2016)***

INDICATEURS DE PERFORMANCE GLOBALE DE L'ECONOMIE

Rubrique	Libellé	2016	2017
Principaux Agrégats (En Milliards de FCFA, valeur courante)			
	Produit intérieur brut (PIB)	3 597,8	3 708,9
	Exportations de biens et services	961,7	938,4
	Importations de biens et services	1 428,8	1 220,5
	Formation brute de capital fixe (FBCF)	804,0	629,4
	Consommation finale totale (CF)	3 339,7	3 366,5
	Épargne brute	519,2	600,4
Agrégat par tête (En milliers de FCFA)			
	PIB/tête	519,9	523,0
	CF des ménages/tête	394,0	393,4
	RDB des ménages/tête	467,2	470,1
Taux de croissance (%)			
	Taux de croissance réel du PIB		4,0
	Taux de croissance réel de la CF des ménages		3,6
	Taux de croissance réel de la FBCF		-20,7
	Taux de croissance réel des Exportations		-0,5
	Taux de croissance réel des Importations		-12,5
Indicateurs de structure et autres taux (%)			
	Part de l'informel dans la VAB hors ménage pour compte propre	52,0	52,6
	Taux d'investissement [(FBCF+VS) / PIB]	20,2	16,8
	Taux d'épargne [Épargne brute/PIB]	14,4	16,2
	Taux effectif de prélèvement fiscal [Total des impôts et taxes / PIB]	12,8	12,3
Prix			
	Déflateur du PIB		99,1
	Taux d'inflation (IHPC en %)	101,2	99,0
Echange avec l'extérieur			
	Solde balance des biens et services/PIB (%)	-13,0	-7,6
	Taux de pénétration (%) [Importations/Total Ressource]	28,4	24,8
	Propension moyenne à exporter [Exportations/PIB]	0,267	0,253
	Propension moyenne à importer [Importations/PIB]	0,397	0,329
	Taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur (%)	66,4	58,2
	Taux de couverture du commerce extérieur (%)	67,3	76,9
	Termes de l'échange (%)	100,0	100,5
	Capacité/besoin de financement du reste du monde/PIB (%)	1,2	-3,2
	Exportations des biens manufacturés/Total exportations (%)	47,8	46,3
Indicateurs de comportement et de participation des sociétés non financières (%)			
	Part salariale	39,8	38,7
	Taux de marge	56,1	60,8
	Part de l'épargne des entreprises dans l'épargne totale	-24,9	-21,3
	Taux d'investissement	11,6	27,5
Indicateurs de comportement et de participation des ménages			
	Propension moyenne à consommer	0,843	0,837
	Part de l'investissement financé par l'épargne (%)	47,1	35,6
	Part de la CF dans le PIB (%)	75,8	75,2

Rubrique	Libellé	2016	2017
	Investissement des ménages dans l'investissement total (%)	32,9	31,0
Population			
	Population totale (<i>en millions</i>)	6,921	7,092
	Population active occupée (<i>en millions</i>)	2,867	2,899
	Taux de croissance démographique moyen (%)	2,4	2,5
Ratios (%)			
	Consommation finale des ménages/PIB	75,8	75,2
	Consommation finale publique/PIB	15,5	14,0
	Consommation finale totale/PIB	92,8	90,8
	FBCF des APU/PIB	8,6	5,0
	FBCF des autres secteurs/PIB	13,8	12,0
	FBCF totale/PIB	22,3	17,0
	Exportations/PIB	26,7	25,3
	Importations/PIB	39,7	32,9

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

Koame KOUASSI,

Directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED),
Président du Comité technique de gestion (CTG)

Tchiou ANIMAOU,

Secrétaire général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED),
Membre du CTG

Kodzo Dodzi HEVI,

Directeur de la comptabilité nationale et des études économiques (DCNEE),
Secrétaire technique du CTG

Amey OTCHAKPA,

Chef division des comptes nationaux et de la prévision
Membre de la Cellule technique opérationnelle (CTO)

Koffi Mepanou ADOLI,

Chef division statistique et analyse conjoncturelle
Membre de la Cellule technique opérationnelle

Nouroudine ABDOULAYE,

Directeur régional KARA
Membre de la Cellule technique opérationnelle

Wiyao DJENGLE,

Responsable du compte des sociétés financières

Abravi DUYIBOE,

Compte des administrations publiques,
Responsable du volet sécurité sociale

P'lanam Germain FAROUH,

Compte des administrations publiques,
Responsable des administrations publiques centrales

Dadja Tassondi TAZOU,

Responsable du compte des sociétés non financières

Kodjovi Djigbodi NATOR,

Responsable du secteur primaire

Komlan Dodji ASSOGBAVI,

Comptable national

Sinam Hippolyte TOKI,

Comptable national

Kokou Mawufe AMEDODZI,

Comptable national

Bata Malouwa BAKE,

Comptable national

Vénunyé Claude KONDO TOKPOVI,

Comptable national

Kossivi Séloamé AMETEPE,

Comptable national

TABLE DES MATIERES

INDICATEURS DE PERFORMANCE GLOBALE DE L'ECONOMIE.....	I
EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX.....	III
TABLE DES MATIERES	IV
LISTE DES TABLEAUX	VI
LISTE DES GRAPHIQUES ET ENCADRES	VI
SIGLES ET ACRONYMES.....	VII
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION.....	2
PARTIE 1 : MIGRATION AU SCN 2008.....	4
1. SYNTHESE DES ACTIVITES REALISEES ET LEURS IMPACTS SUR LES RESULTATS FINAUX	5
1.1. ORGANISATION DES TRAVAUX SOUS FORME DE PROJET.....	5
1.1.1. <i>Elaboration du plan actions pour la migration</i>	5
1.1.2. <i>Mise en place des organes techniques de conduite du projet</i>	5
1.1.3. <i>Implication du système statistique national à travers les groupes thématiques</i>	6
1.2. UTILISATION DES NOUVELLES SOURCES DE DONNEES.....	6
1.2.1 <i>Elaboration des nomenclatures nationales d'activités et de produits</i>	6
1.2.2 <i>Collectes de portée nationale</i>	7
1.2.3 <i>Collecte des données spécifiques</i>	7
1.3. PRISE EN COMPTE DES RECOMMANDATIONS DU SCN 2008.....	8
1.3.1. <i>Recommandations propres au SCN 2008</i>	8
1.3.2. <i>Recommandations du SCN 93 reprises par le SCN 2008</i>	9
1.4. AMELIORATION DES METHODES DANS LE CADRE DE LA MIGRATION.....	10
2. IMPACT DE LA MIGRATION SUR LES PRINCIPAUX AGREGATS.....	11
2.1. IMPACTS DE REVISION SUR LES COMPOSANTES DE LA DEMANDE.....	11
2.2. IMPACTS DE REVISION SUR LES COMPOSANTES DE L'OFFRE.....	13
PARTIE 2 : ANALYSE DES COMPTES NATIONAUX 2017.....	15
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	16
2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2017	18
2.1. FORMATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT SUIVANT LES TROIS OPTIQUES	18
2.2. ANALYSE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU POINT DE VUE DE L'OFFRE.....	21
2.2.1. <i>Secteur primaire</i>	22
2.2.2. <i>Secteur secondaire</i>	24
2.2.3. <i>Secteur tertiaire</i>	26
2.2.4. <i>Part de l'informel dans le PIB</i>	28
2.2.5. <i>Emploi dans l'économie</i>	30
2.3. EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB.....	31
2.3.1. <i>Consommation finale</i>	31

2.3.2.	Formation brute de capital fixe (FBCF)	32
2.3.3.	Variations des stocks.....	33
2.3.4.	Echanges extérieurs de biens et services	33
2.4.	ANALYSE DES SECTEURS INSTITUTIONNELS EN 2017	35
2.4.1.	Valeur ajoutée brute par secteur institutionnel en 2017	36
2.4.2.	Ventilation de la VAB dans les SI.....	36
2.4.3.	Ménages et Entrepreneurs individuels.....	38
2.4.4.	Situation des sociétés non financières (SNF).....	39
2.4.5.	Situation des sociétés financières	40
2.4.6.	Administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	40
2.5.	COMPTE DU RESTE DU MONDE	42
ANNEXES	45	
ANNEXE 1:	VENTILATION DE LA VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE D'ACTIVITES A PRIX COURANTS.....	45
ANNEXE 2:	VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITES DE 2017 AU PRIX DE 2016.....	46
ANNEXE 3:	MATRICE EMPLOI.....	47
ANNEXE 4:	TABLEAU DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DE L'ECONOMIE DE 2016 A 2017	49
	Annexe 4. 1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2017, courant.....	49
	Annexe 4. 2: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2017, base 2016.....	50
	Annexe 4. 3: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2016	51
ANNEXE 5:	TABLEAU DES COMPTES ÉCONOMIQUES INTEGRES (TCEI) DE 2016 A 2017	52
	Annexe 5. 1 : Comptes du reste du monde de 2016 à 2017.....	52
	Annexe 5.2 : Comptes des Administrations publiques et de Sécurité sociale de 2016 à 2017.....	52
	Annexe 5.3 : Comptes des Ménages et des Entrepreneurs Individuels (EI) de 2016 à 2017.....	54
	Annexe 5.4 : Comptes des Institutions Financières (IF) de 2016 à 2017.....	55
	Annexe 5. 5 : Comptes des Sociétés Non Financières de 2016 à 2017.....	56
	Annexe 5.6 : Comptes des Institutions Sans But Lucratif au service des ménages (ISBL-SM) de 2016 à 2017	58

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Bilan des travaux des groupes thématiques	8
Tableau 2: Impacts sur le PIB et les opérations sur biens et services.....	11
Tableau 3: Valeur ajoutée brute (en millions de FCFA) par secteur d'activité	13
Tableau 4: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et à prix constant	19
Tableau 5: Evolution des principales productions agricoles en valeur courante.....	23
Tableau 6: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courant.....	24
Tableau 7: Evolution des ressources et des emplois du PIB en volume.....	31
Tableau 8: Formation brute de capital fixe par produit en volume	32
Tableau 9: Evolution de la FBCF entre 2016 et 2017 en valeur par secteur institutionnel.....	32
Tableau 10: Evolution en valeur des biens et services exportés en 2016 et 2017.....	33
Tableau 11: Evolution en valeur des biens et services importés en 2016 et 2017	34
Tableau 12: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses	38
Tableau 13: Quelques indicateurs sur les SNF.....	39
Tableau 14: Quelques indicateurs sur les SF	40
Tableau 15 : Quelques indicateurs sur les APU.....	41
Tableau 16: Compte du Reste du monde de 2016 à 2017	42

LISTE DES GRAPHIQUES ET ENCADRES

Graphique 1: Impact (%) global sur le PIB selon l'origine.....	12
Graphique 2: Impact (%) par secteur d'activité et selon l'origine.....	14
Graphique 3: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2016 et 2017 en volume	21
Graphique 4: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activités entre 2016 et 2017	22
Graphique 5: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2016, 2017	29
Graphique 6: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité en 2016, 2017.....	30
Graphique 7: Part (en%) de chaque secteur institutionnel dans la VAB en 2016 et 2017	36
Graphique 8: Ventilation (en %) de la VAB dans les SF, ISBLSM et APU	36
Graphique 9: Ventilation (en %) de la VAB dans les SNF et les MEI.....	37
Encadré 1 : Concepts de prix constant, volume et réel.....	20
Encadré 2 : Migration au SCN 2008.....	44

SIGLES ET ACRONYMES

ABPP	: Appui budgétaire aux politiques publiques
AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest	: Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
APU	: Administrations publiques
BIE	: Budget d'investissement et d'équipement
BTP	: Bâtiments et travaux publics
CAF	: Coût, assurance et fret
CB	: Compte de branche
CCF	: Consommation de capital fixe
CPC	: Classification centrale des produits
CF	: Consommation finale
CITI (Rev 3)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (troisième révision)
CITI (Rev 4)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité Economique (quatrième révision)
CNA	: Comptes nationaux annuels
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
DCNEE	: Direction de la comptabilité nationale et des études économiques
DCNP	: Division des comptes nationaux et de la prévision
DEC 2080	: Document des établissements de crédit
DSF	: Déclarations statistiques et fiscales
EB	: Épargne brute
EBE	: Excédent brut d'exploitation
EPN	: Etablissements publics nationaux
ERE	: Équilibre des ressources et des emplois
ERETES	: Équilibre ressources emplois - Tableau entrée sortie
FAB	: Franco à bord
FBC	: Formation brute de capital
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	: Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
ISBL	: Institution sans but lucratif
ISBLSM	: Institution sans but lucratif au service des ménages
NAEMA	: Nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT

NOPEMA	: Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT
ONG	: Organisation non gouvernementale
PIB	: Produit intérieur brut
PNIASA	: Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
PTF	Partenaires techniques et financiers
QUIBB	: Questionnaire unifié des indicateurs de base de bien-être
RDB	: Revenu disponible brut
RDM	: Reste du monde
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitat
RSa	: Rémunération des salariés
SCN	: Système de comptabilité nationale
SCN 1993	: Système de comptabilité nationale de 1993
SCN 2008	: Système de comptabilité nationale de 2008
SF	: Société financière
SIFIM	: Services d'intermédiation financière indirectement mesurés
SNF	: Société non financière
TCEI	: Tableau des comptes économiques intégrés
TRE	: Tableau des ressources et des emplois
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UE	: Union européenne
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
VAB	: Valeur ajoutée brute
VS	: Variations des stocks

AVANT-PROPOS

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a le plaisir de publier le document d'analyse des comptes nationaux des années 2016 et 2017 issus de la migration au nouveau système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) et du changement d'année de base. Cette nouvelle publication intitulée « **Comptes nationaux définitifs du Togo 2016-2017 sous le SCN 2008 (Base 2016)** » entre dans le cadre de la production régulière des comptes nationaux au Togo.

Ces comptes ont été élaborés conformément aux recommandations des Nations Unies contenues dans SCN 2008 et à l'aide de l'outil ERETES. Cette publication permet au Togo d'être à jour par rapport aux recommandations internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux (CNA) annuels définitifs.

L'INSEED tient à adresser ses remerciements :

- ✓ au Gouvernement pour tous les moyens mis à sa disposition afin que le projet de migration puisse être mise en œuvre ;
- ✓ à la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) pour son appui financier à travers son Programme statistique régional (PSR 2015-2020) ;
à la Commission économique des Nation Unies pour l'Afrique (CEA) pour son assistance technique et son rôle de facilitation ;
- ✓ à l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) pour son assistance technique ;
- ✓ au Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'ouest (AFRITAC de l'Ouest) pour son assistance technique ;
- ✓ à la Banque mondiale (BM) pour ses appuis financier et technique ;
- ✓ à la Banque africaine de développement (BAD) pour son appui technique ;
- ✓ à la commission de l'Union européenne (UE) pour son appui financier ;
- ✓ au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour son appui financier ;
- ✓ à tous les autres Partenaires techniques et financiers (PTF) ;
- ✓ aux membres du Comité technique de gestion (CTG) pour leur contribution ; ;
- ✓ aux différentes structures du Système statistique national (SSN) et aux autres fournisseurs de données statistiques (entreprises, ONG et associations, etc.) pour leur disponibilité ;
- ✓ à l'équipe des comptes nationaux pour le travail réalisé et à tout le personnel de l'INSEED pour leurs contributions diverses ;
- ✓ à toute personne associée de près ou de loin aux travaux.

Toutes remarques ou suggestions sur le contenu ou la forme du présent document seront les bienvenues. Les utilisateurs intéressés peuvent prendre contact avec l'INSEED pour toutes informations complémentaires.

Le Directeur Général

Koame KOUASSI

INTRODUCTION

Les comptes nationaux sont un cadre comptable qui permet de décrire de façon systématique et détaillée l'économie d'un pays, ses composantes et ses relations avec d'autres économies. Ils constituent une base de données macroéconomiques pour le suivi du comportement de l'économie, les analyses macro-économiques, la formulation des politiques et la prise de décisions économiques. Les comptes nationaux sont aussi un outil de comparaison internationale.

Le Togo, à travers l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), dispose d'une longue expérience en matière d'élaboration des comptes nationaux, avec l'élaboration des comptes des années 2000 à 2016 (base 2007) sous le système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 93). En effet, alors qu'en 2009, les seuls comptes élaborés sous un SCN disponibles n'étaient que ceux de 2000, les efforts du Gouvernement, qui a recruté du personnel au profit de l'INSEED en général et du service en charge des comptes nationaux en particulier ont permis de relancer les travaux d'élaboration des comptes avec l'appui technique d'AFRISTAT et de l'AFRITAC de l'Ouest principalement et des appuis financiers de l'UEMOA, de la BAD et surtout de l'UE. Les travaux réalisés par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) ont permis de rattraper le retard dans la production des comptes nationaux juste à temps pour envisager sereinement le passage des méthodes d'estimation du SCN 93 aux méthodes du SCN 2008 comme recommandé.

Par ailleurs, l'année de base des comptes nationaux du Togo était devenue vieille de plus de dix ans, alors que les recommandations internationales ne suggèrent qu'une durée de cinq (5) ans pour changer d'année de base. De plus, les données d'enquêtes récentes montraient de nouvelles tendances dans l'activité économique. Fort de ces constats, il s'est avéré nécessaire de mettre en place une nouvelle année de base qui respecte les recommandations internationales en matière de mise en œuvre du nouveau Système de comptabilité nationale (SCN 2008). Ce renouvellement d'année de base vise un double objectif :

- appréhender les nouvelles structures de l'activité économique par la prise en compte de données récentes ;
- adopter les normes du SCN 2008 pour élaborer les comptes du Togo pour les rendre comparables à l'international.

Le succès de la migration au SCN 2008 et du changement d'année de base est rendu possible grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'actions qui intègre dans sa stratégie, l'ensemble des acteurs du Système statistique national (SSN) à différents niveaux. Ce plan, partant d'un diagnostic du SSN, a pu identifier les forces et les faiblesses, les opportunités et les risques ainsi que les besoins techniques et institutionnels avant de définir les différentes actions à mener. Outre les acteurs nationaux, une programmation des interventions des Experts de diverses institutions internationales a été faite et scrupuleusement respectée.

Le présent document analyse les résultats des comptes nationaux du Togo, ceux de la nouvelle année de base 2016 et ceux de la première année courante 2017 sous le SCN 2008. En prélude à l'analyse des comptes, une première partie rappelle succinctement les objectifs du projet de migration, résume l'ensemble des activités réalisées en amont de l'élaboration des comptes et leurs contributions à l'amélioration qualitative des comptes nationaux, récapitule la prise en compte des nouveautés du SCN 2008 au Togo et les impacts sur les résultats finaux et analyse les résultats de la réévaluation du PIB.

PARTIE 1 : MIGRATION AU SCN 2008

Le SCN 2008 succède au SCN 93 qui régissait l'élaboration des comptes nationaux au niveau international sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Le SCN précise au niveau mondial une méthodologie d'élaboration des comptes nationaux qui permet de garantir une comparabilité internationale.

Pour la mise en œuvre de ce nouveau système, le Togo a choisi comme année de référence l'année 2016, une année, qui a connu une stabilité économique avec l'inflation contenue dans les normes communautaires. L'ensemble des travaux effectués dans le cadre de la migration au SCN 2008 conduit à réviser le niveau des grands agrégats économiques.

Cette partie présente la mise en œuvre du projet de migration et analyse les résultats de la réévaluation des agrégats macroéconomiques.

1. SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS RÉALISÉES ET LEURS IMPACTS SUR LES RÉSULTATS FINAUX

La mise en place d'une nouvelle année de base et surtout la mise en œuvre d'un nouveau système de comptabilité nationale va au-delà des seules prérogatives de l'Institut national de la statistique. Elle concerne l'ensemble du système statistique national (SSN) d'un pays. Ainsi, tout le SSN a été directement ou indirectement mis à contribution.

1.1. Organisation des travaux sous forme de projet

1.1.1. Elaboration du plan actions pour la migration

Conformément aux recommandations de l'Observatoire économique et statistique de l'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'INSEED a élaboré un projet de plan national d'actions pour la migration au SCN 2008 (PAN-SCN 2008) qui a été validé par le SSN.

Ce plan d'actions décrit dans les détails les différentes actions à réaliser, assorties d'une estimation des coûts. En termes de couverture, le plan prend en compte toutes les activités administratives, les différentes collectes de données, la phase d'élaboration technique des comptes de l'année de base et ceux de l'année courante et surtout la phase de réropolation des comptes jusqu'à l'horizon 1986.

1.1.2. Mise en place des organes techniques de conduite du projet

La stratégie de migration est définie dans un document intitulé « Plan d'action national pour la migration au SCN 2008 (PAM) » et qui a fait l'objet de validation au cours d'un atelier impliquant l'ensemble des structures du système statistique national (SSN).

Un comité technique de gestion (CTG) a été mis en place par arrêté interministériel N°016/2018/MPD/MEF du 26 novembre 2018, comme prévu dans le PAM. Ce comité est présidé par le Directeur général de l'INSEED ; la vice-présidence est assurée par un point focal du Ministère de l'économie et des finances. Les autres membres du comité sont de hauts cadres de la Présidence de la République, de la Primature, de la BCEAO, du Ministère de l'économie et des finances, du ministère de la planification du développement et de la coopération et de l'INSEED. Le Directeur de la comptabilité nationale et des études économiques de l'INSEED en assure le Secrétariat technique. L'état d'avancement des travaux et les difficultés rencontrées sont régulièrement présentés aux membres du Comité technique de gestion (CTG). Ces derniers ont été d'un apport considérable pour le projet ; les membres sont chargés de faciliter les travaux de la Cellule technique opérationnelle (CTO) composée des comptables nationaux de l'INSEED et de valider les résultats intermédiaires et finaux obtenus. Le Togo a été cité en exemple pour cette organisation qui n'a pas influé sur les résultats mais qui a plutôt permis de faciliter les partages d'informations entre les services et l'accès aux données à l'équipe technique de l'INSEED.

1.1.3. Implication du système statistique national à travers les groupes thématiques

Conformément aux recommandations d'AFRISTAT et s'inspirant de l'expérience de certains pays, l'INSEED a mis en place des groupes de travail qui sont des cadres d'échanges avec les structures sectorielles. L'objectif global des groupes thématiques a été, pour le système statistique national (SSN), d'impliquer davantage les fournisseurs de données dans l'analyse des données produites et le traitement des sources de données pour les comptes nationaux. Cette approche a permis de mieux comprendre les sources de données utilisées par les comptes nationaux et d'exposer les difficultés auxquelles les comptes nationaux sont confrontés dans l'analyse de ces données. Les différents groupes de travail mis en place et le résultat des travaux sont consignés ci-après.

Les travaux de migration au nouveau système ont bénéficié de nouvelles sources de données et de la révision des méthodes de calcul. Cette partie du document présente une synthèse de ces différents éléments.

1.2. Utilisation des nouvelles sources de données

Les sources traditionnellement utilisées pour la compilation des comptes nationaux concernent les données de l'Agriculture, sylviculture et pêche, les données des entreprises contenues dans les déclarations statistiques et fiscales (DSF), les données des sociétés financières, les données des administrations publiques (APU). La mise en place de la nouvelle année de base 2016 a bénéficié des résultats de diverses enquêtes de portée nationale et des enquêtes spécifiques.

1.2.1 Elaboration des nomenclatures nationales d'activités et de produits

En perspective de la réalisation du Recensement général des entreprises (RGE) devant fournir une masse importante de données de base sur les entreprises dans le cadre de la migration au SCN 2008, un Comité d'adaptation des nomenclatures a été mis en place au sein de l'INSEED. Ce comité est chargé de conduire les activités d'adaptation des nomenclatures internationales d'activités, de produits et des métiers et professions.

En effet, les nomenclatures internationales d'activités (en l'occurrence la quatrième révision de la Classification type par industrie de toutes les branches d'activités (CITI, Rev.4) et la première révision de la Nomenclature d'activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA rev1)) et de produits (notamment la deuxième version de la Classification centrale des produits (CPC, Ver.2) et la première révision de la Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT (NOPEMA rev1)) devaient être adaptées aux réalités togolaises. Les travaux de ce comité ont abouti à la validation de la nomenclature togolaise d'activités (NTA) et de la nomenclature togolaise de produits (NTP).

1.2.2 Collectes de portée nationale

Les collectes de portée nationale sont des enquêtes réalisées sur toute l'étendue du territoire national. Ces collectes concernent :

- ✓ **Le Recensement général des entreprises (RGE)** couvre tout le territoire national et a pour cible toutes les unités économiques du secteur formel et informel géographiquement localisées¹. Cette collecte a permis de disposer d'un répertoire plus exhaustif des entreprises formelles classées selon la nouvelle nomenclature des activités, d'estimer la production des entreprises formelles n'ayant pas déposé leurs déclarations statistiques et fiscales (DSF) de 2016 et d'améliorer les données sur l'emploi ;
- ✓ **l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI)** constitue une aubaine pour le projet de migration au SCN 2008, car sans elle, il n'y aurait aucune autre source récente pour appréhender le poids de l'informel dans les branches d'activité ;
- ✓ **l'enquête harmonisée sur les conditions de vie de ménages (EHCVM)** a été utilisée pour l'estimation de l'agrégat consommation finale des ménages ;
- ✓ **le recensement des Institutions sans but lucratif (ISBL)** a permis de capter leur contribution à l'activité économique récente de ces unités en lieu et place de l'estimation qui était faite à partir d'une ;
- ✓ **l'enquête sur les flux transfrontaliers non enregistrés (EFTNE)** a permis de prendre en compte les flux commerciaux informels et de consolider la base de données des statistiques du commerce extérieur qui est une importante source pour l'élaboration des comptes nationaux. Sa principale contribution réside dans la définition des produits objets de commerce international qui échappe aux registres douaniers pour diverses raisons.
- ✓ **le recensement des exploitations minières artisanales et à petite échelle (EMAPE)** a permis de mesurer l'activité économique de ces unités institutionnelles de petite taille engagées dans une production minière artisanale au Togo.

1.2.3 Collecte des données spécifiques

Le changement d'année de base est l'occasion d'améliorer d'éventuels points faibles identifiés pour les comptes nationaux sous l'ancienne année de base. Généralement, on note des points faibles du fait de l'absence d'informations dans certains secteurs, de la vétusté des méthodologies dans d'autres secteurs ou de la couverture partielle des données. Dans l'impossibilité de réaliser des enquêtes nationales dans tous les domaines concernés, une série d'enquêtes légères a été réalisée. Il s'agit de :

- ✓ **l'enquête sur les marges de commerce et de transport** a permis de disposer des taux de marges de commerce et de transport pour les différents produits faisant objet de commerce ;

¹ Par « unité économique géographiquement localisée », il faut entendre toute unité économique qui exerce dans un local à usage professionnel ; c'est-à-dire un local construit en matériaux durables (en briques, en bois, en fer, en tôle, en terre battue, en pierres), avec une porte d'entrée (en bois, en tôle ou en métal).

- ✓ **l'enquête sur la structure de la consommation intermédiaire** a permis d'appréhender la structure des consommations intermédiaires.

En définitive, l'utilisation de nouvelles sources a permis de résoudre les problèmes de couverture dans les comptes nationaux.

1.3. Prise en compte des recommandations du SCN 2008

Les recommandations du SCN 2008 peuvent être classées en deux catégories : les nouvelles recommandations propres au SCN 2008 et les recommandations du SCN 93 reprises par le SCN 2008.

1.3.1. Recommandations propres au SCN 2008

Parmi les nouvelles recommandations du SCN 2008 qui touchent le domaine de la production, sept ont été préalablement identifiées pour être mises en œuvre dans le cas du Togo. Ces recommandations sont synthétisées dans la partie C de l'annexe 3 du SCN 2008 relative aux précisions complémentaires concernant le champ des opérations, y compris la frontière de la production. Il s'agit de :

- ✓ la recherche-développement qui ne constitue pas une activité auxiliaire ;
- ✓ l'affinement de la méthode de calcul des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) ;
- ✓ la clarification de la production de la banque centrale ;
- ✓ l'amélioration de l'enregistrement de la production des services d'assurance dommages ;
- ✓ la réassurance traitée comme l'assurance directe ;
- ✓ l'inclusion des dépenses d'armements dans la formation brute de capital fixe (FBCF).

La prise en compte de ces nouveautés a dû passer par la formation de groupes techniques chargés de valider les choix méthodologiques adoptés.

Tableau 1: Bilan des travaux des groupes thématiques

Groupe thématique	Structures impliquées	Travaux effectués
1. Groupe de travail sur les Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	- BCEAO - INSEED	- SIFIM calculé suivant le SCN 2008 ; - Calcul des SIFIMs importé et exporté
2. Groupe de travail sur la production de la Banque centrale	- BCEAO - INSEED	Production de la BCEAO déterminée (SCN 2008).
3. Groupe de travail sur la détermination de la production de l'assurance-dommage	- Direction nationale des assurances (DNA) - INSEED	Production des assurances non vie calculée en prenant en compte les indemnités ajustées (SCN 2008) et non les indemnités dues (SCN 93).

Groupe thématique	Structures impliquées	Travaux effectués
4. Groupe de travail sur la Recherche et développement (R&D)	- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique - INSEED	- Questionnaire élaboré ; - Répertoire mis en place ; - Collecte initiée auprès de structures réalisant de la recherche et développement (R&D)
5. Groupe de travail sur la Formation brute de capital des administrations publiques, notamment les dépenses en systèmes d'armes	- Ministère de la défense, - Ministère en charge de la sécurité, - INSEED	Les données ont été fournies et intégrées dans les comptes
6. Groupe de travail sur la classification des activités utilisées dans les déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises	- Office togolais des recettes (OTR), - BCEAO et - INSEED	Des échanges informels avec l'OTR pour l'adoption des nouvelles nomenclatures
7. Groupe de travail sur les statistiques des finances publiques : Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) ; Exécution du budget (BGE) et Programme d'investissement public (PIP)	- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), - Direction Générale des Etudes et Analyses Economiques (DGEAE) et - INSEED	Des échanges très instructifs ont eu lieu avec les services concernés. C'est aussi un cadre d'échanges de données pour les besoins de la rétropolation en vue, notamment : - la Balance générale des comptes du Trésor (BGCT) et - de la série des TOFE liquides de 2000-2017
8. Groupe de travail sur les statistiques agricoles	- DSID, - INSEED	Des taux de perte ont finalement été fournis et pris en compte dans les comptes élaborés

1.3.2. Recommandations du SCN 93 reprises par le SCN 2008

La mise en œuvre du SCN 2008 offre l'occasion d'intégrer aux comptes nationaux du Togo les recommandations du SCN 93 non prises en compte et reprises par le nouveau SCN. Ces changements concernent les marges commerciales et de transport d'une part et la production pour usage final propre des ménages d'autre part.

- ✓ Dissociation des marges de transport des marges commerciales

Les marges commerciales et de transport constituent un des postes d'évaluation des ressources dans les équilibres entre les ressources et les emplois par produit. Le SCN 93 recommandait de séparer les marges de transport des marges commerciales. Cette recommandation était difficilement applicable, entre autres raisons, à cause de non disponibilité d'informations sur une séparation de ces deux types de marges. Le SCN 2008 reprend cette recommandation et exige une séparation claire entre les deux types de marge. Cette recommandation a été prise en compte par l'enquête sur les marges de commerce et de transport. Les résultats de l'année de base 2016 sous le SCN 2008 montrent que l'ancienne

méthodologie induisait à une sous-évaluation des marges que vient corriger la réalisation de l'enquête sur les marges de commerce et de transport mentionnée plus haut.

- ✓ Evaluation de la production pour usage final propre des ménages de recherche en eau

La production de services par les ménages pour leur propre consommation est exclue du domaine de la production au sens du SCN. Mais le SCN 2008 recommande que, dans les pays en développement, ces productions, étant parfois très importantes, soient incluses dans le domaine de la production. Parmi ces productions de services figure la production pour usage final propre par les ménages de recherche en eau ou « l'approvisionnement en eau » selon le SCN 2008.

1.4. Amélioration des méthodes dans le cadre de la migration

Les méthodes de calcul dont il est question résultent de la modification de certaines hypothèses de traitement et de calcul. En l'occurrence, certaines hypothèses utilisées dans les comptes nationaux sous le SCN 93 ont été modifiées du fait de la disponibilité de nouvelles informations sur certaines activités ou certains produits. C'est le cas de la modification d'hypothèses sur les taux de perte enregistrée dans la production des spéculations agricoles. Pour les sources des données administratives, le traitement du budget d'investissement de l'Etat (BIE) a été lié à celui de l'exécution du budget général de l'Etat (BGE).

2. IMPACT DE LA MIGRATION SUR LES PRINCIPAUX AGREGATS

La migration au SCN 2008 et le changement d'année de base ont entraîné, globalement, une révision à la hausse du niveau des principaux agrégats, notamment, le PIB. Le tableau 2 récapitule l'impact sur les différents agrégats pour l'année 2016 sous les deux systèmes de comptabilité nationale.

Tableau 2: Impacts sur le PIB et les opérations sur biens et services

	2016 (SCN 93)	2016 (SCN 2008)	Ecart	Ecart (%)
PIB	2 618 077	3 597 808	979 731	37,4
Importations	1 422 333	1 428 817	6 484	0,5
Total Ressources	4 040 410	5 026 625	986 215	24,4
Consommation finale	2 353 845	3 339 658	985 813	41,9
Consommation privée	1 878 135	2 782 690	904 555	48,2
<i>dont CF des ménages</i>	<i>1 839 674</i>	<i>2 726 733</i>	<i>887 059</i>	<i>48,2</i>
<i>CF des ISBL-SM</i>	<i>38 461</i>	<i>55 957</i>	<i>17 496</i>	<i>45,5</i>
Consommation des Administration publique	475 710	556 968	81 258	17,1
FBCF	735 932	803 995	68 063	9,2
FBCF des APU	286 075	308 849	22 774	8,0
FBCF des autres secteurs	449 857	495 146	45 289	10,1
Var. Stocks	15 276	-78 776	-94 052	-615,7
Exportations	935 357	961 748	26 391	2,8
Total Emploi	4 040 410	5 026 625	986 215	24,4

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

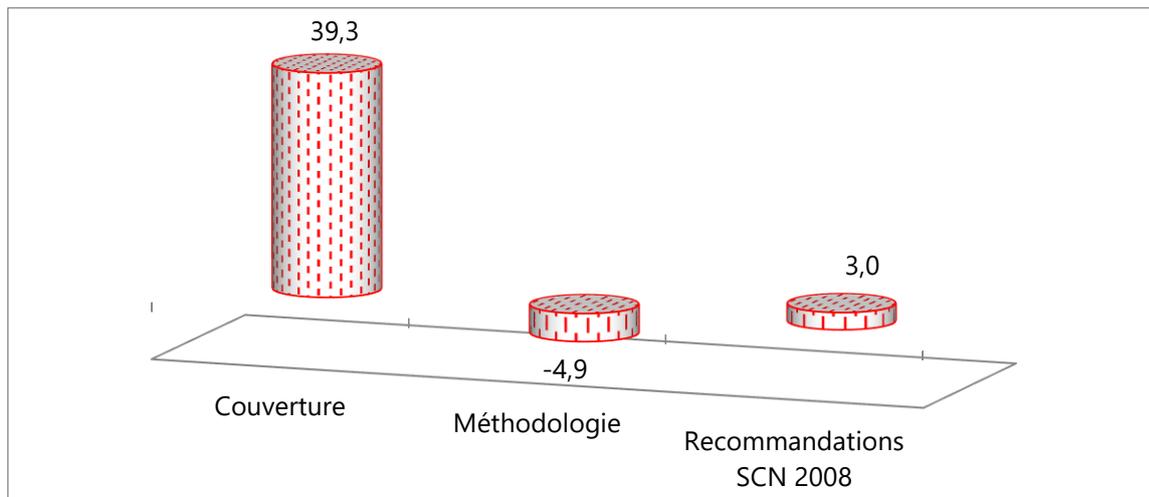
2.1. Impacts de révision sur les composantes de la demande

Le niveau du PIB est révisé à la hausse de 37,4%

Le PIB, élaboré sous le SCN 2008 avec 2016 comme année de base, s'élève à 3 597,8 milliards de FCFA alors que son niveau sous le SCN 93 (année de base 2007) n'est que de 2 618,1 milliards de FCFA, soit une révision à la hausse de 37,4%.

Cette réévaluation du PIB de l'année 2016 trouve son explication dans :

- ✓ l'amélioration de la couverture (39,3%) à travers l'utilisation des nouvelles données d'enquête ;
- ✓ la méthodologie (-4,9%) à travers l'affinement dans le traitement des sources, l'actualisation des taux de consommation intermédiaire et la prise en compte des taux de pertes dans l'agriculture ;
- ✓ la prise en compte des recommandations du SCN 2008 (3,0%).

Graphique 1: Impact (%) global sur le PIB selon l'origine

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Dépenses de consommation finale revues à la hausse de 41,9%

Globalement, les dépenses de consommation finale sont revues à la hausse de 41,9%. Les dépenses de consommation finales des ménages ont affiché une augmentation de 887,1 milliards de FCFA, soit une réévaluation de 48,2% par rapport à leur niveau sous le SCN 93 base 2007. Cette réévaluation des dépenses de consommation finale des ménages provient essentiellement de l'utilisation de données récentes (l'EHCVM 2018 et de QUIBB 2015), qui ont permis de disposer de plus d'informations sur la structure et les niveaux des dépenses de consommation finale des ménages. Aussi, la répartition par utilisateur du SIFIM (selon les recommandations du SCN 2008) entraîne, une hausse de la consommation finale des ménages de 6,60 milliards de FCFA.

En outre, l'affinement des méthodes de traitements des données des administrations publiques a entraîné une hausse de leur production non marchande et de leur consommation finale non marchande de 17,1%. Il en est de même des ISBLSM, dont la consommation finale non marchande s'est réévaluée de 45,1% suite à la hausse de leur production non marchande constatée en utilisant les nouvelles données du recensement des ISBL.

Le niveau de la FBCF est révisé à la hausse de 9,2%

La FBCF en niveau s'est améliorée de 68,1 milliards de FCFA. Cette amélioration est due à l'utilisation de nouvelles sources de données notamment ERI-ESI, la prise en compte de la recherche-développement et l'inclusion des dépenses d'armements.

Pour la FBCF en produits agricoles, la révision de -6,8 milliards de FCFA, est liée à l'affinement de la méthodologie de traitement des données de l'élevage.

La prise en compte du SIFIM améliore le solde des échanges extérieurs de biens et services de 4,1%

Le solde des échanges extérieurs de biens et de services s'est amélioré de 19,9 milliards de FCFA entre l'ancienne série et la nouvelle série. La correction à la hausse est plus forte sur les exportations (26,4 milliards de FCFA) que sur les importations (6,5 milliards de FCFA).

La réévaluation des importations et des exportations est due spécialement au SIFIM importé et exporté. Cette révision du solde des échanges extérieurs de biens et de services à la hausse a induit une augmentation du PIB de 0,8%.

2.2. Impacts de révision sur les composantes de l'offre

La valeur ajoutée brute réévaluée à la hausse de 42,1%

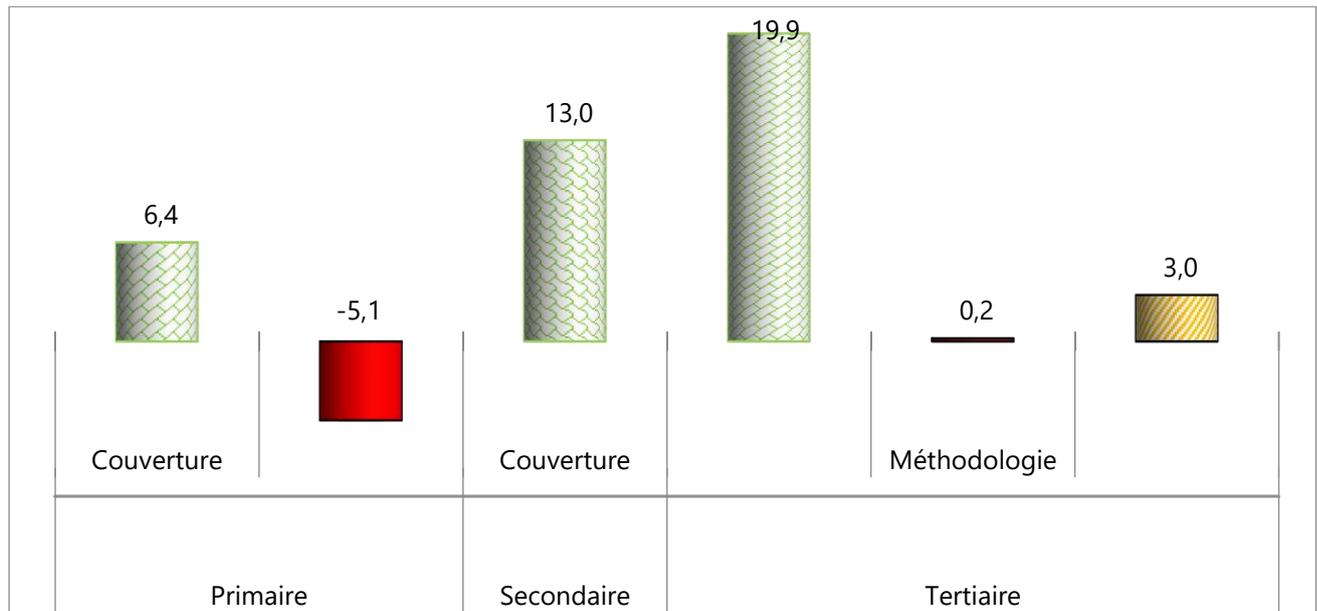
La valeur ajoutée brute (VAB) totale est rehaussée de 975,9 milliards de FCFA, soit 42,1% de plus par rapport aux comptes nationaux sous le SCN 93.

Tableau 3: Valeur ajoutée brute (en millions de FCFA) par secteur d'activité

SECTEUR	2 016	2 016	Ecart	Ecart (%)	Poids dans	Poids dans
	(SCN 93)	(SCN 2008)			la	la VAB 2016
					(SCN 93)	(SCN 2008)
Primaire	690 991	733 416	42 425	6,1	29,8	22,2
<i>dont Informelle</i>	689 721	724 036	34 315	5,0	29,7	22,0
Secondaire	422 890	753 736	330 846	78,2	18,2	22,9
<i>dont Informelle</i>	110 324	377 538	267 214	242,2	4,8	11,5
Tertiaire	1 206 540	1 809 158	602 618	49,9	52,0	54,9
<i>dont Informelle</i>	228 158	529 541	301 383	132,1	9,8	16,1
VAB	2 320 421	3 296 310	975 889	42,1	100,0	100,0
<i>dont Informelle</i>	1 028 203	1 631 115	602 912	58,6	44,3	52,0
PIB	2 618 077	3 597 808	979 731	37,4		

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

La configuration par secteur d'activité montre une amélioration dans tous les secteurs d'activité. La valeur ajoutée du primaire a été de 733,4 milliards de FCFA selon la base 2016 sous le SCN 2008 contre 691,0 milliards de FCFA sous le SCN 93, soit 22,2% contre 29,8% du PIB. L'impact de ce secteur sur la réévaluation est de 1,3 point dû essentiellement à la couverture (6,4 points). L'affinement de la méthodologie dans ce secteur a eu un impact négatif (-5,1 points).

Graphique 2: Impact (%) par secteur d'activité et selon l'origine

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le secteur secondaire, sur les 37,4% de réévaluation du PIB, contribue à 13,0 points du essentiellement à la couverture suite aux enquêtes réalisées notamment RGE et ERI-ESI. Ainsi la VAB de ce secteur passe de 422,9 milliards de FCFA sous le SCN 93 à 753,7 milliards de FCFA selon la base 2016 sous le SCN 2008, soit 18,2% du PIB sous le SCN 93 à 22,9% sous le SCN 2008. Pour le tertiaire, il contribue à hauteur de 23,1 points sur les 37,4% de réévaluation. Dans ce secteur, la couverture contribue à 19,9 points, la méthodologie à 0,2 point et la prise en compte des recommandations du SCN 2008 à 3,0 points. La VAB de ce secteur passe de 1 206,5 milliards de FCFA sous le SCN 93 (52,0 % du PIB sous le SCN 93) à 1 809,2 milliards de FCFA sous le SCN 2008 (54,9% du PIB sous le SCN 2008).

Parlant de l'informel, son poids dans la VAB² passe de 44,3% sous le SCN 93 à 52,0% sous le SCN 2008. Cette amélioration est imputable à l'utilisation d'une nouvelle source de données sur l'informel (ERI-ESI).

Les différentes enquêtes réalisées ainsi que l'utilisation des rapports sur les filières agricoles ont permis d'actualiser les taux de consommation intermédiaire des différentes branches d'activité et d'obtenir une nouvelle structure de l'économie togolaise.

² La VAB ne prend pas en compte celle des « Ménage pour compte propre »

PARTIE 2 : ANALYSE DES COMPTES NATIONAUX 2017

La mise en œuvre du plan d'action pour la migration au SCN 2008 a permis de disposer des comptes de la nouvelle année de base 2016. Ces comptes sont consolidés à la suite de l'élaboration des comptes de la première année courante. Cette partie présente donc l'analyse de l'évolution des différents agrégats économiques entre l'année de base et la première année courante.

L'analyse des comptes de 2017 est structurée en deux parties : la présentation du contexte économique international et l'analyse de l'activité économique nationale en 2017. La première partie décrit l'évolution des agrégats économiques et monétaires dans les différentes zones économiques. La seconde partie porte sur l'analyse du PIB suivant les trois optiques.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Redémarrage de l'économie mondiale en 2017 après le ralentissement observé l'année précédente

L'environnement économique et financier international a été marqué, en 2017, par un regain de dynamisme dans les pays industrialisés, ainsi que dans la plupart des grandes économies émergentes et en développement. Dans ce contexte, la reprise de l'activité économique mondiale, entamée en fin 2016, s'est renforcée avec un taux de croissance qui s'est établi à 3,7% en 2017, après 3,2% en 2016³. En observant respectivement les comportements macroéconomiques des régions économiques soutenus par les agents économiques pris individuellement (consommateurs, producteurs), l'on réalise que ce dynamisme constaté provient de : l'augmentation notable des investissements, l'activité commerciale, la production industrielle ainsi que le regain de confiance des propriétaires d'entreprise et des consommateurs. Cette situation favorable a permis d'atténuer les conséquences des incertitudes liées à la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (Brexit) et des mesures de relance prises aux Etats-Unis.

Dans les pays développés, l'activité économique a connu un accroissement de 2,3% en 2017, après 1,7% en 2016. Globalement, deux importantes raisons expliquent cette progression : la bonne tenue de la demande intérieure et les politiques monétaires conciliantes. De manière spécifique, il s'agit de la consolidation de la consommation, de l'environnement énergétique favorable à l'investissement des entreprises qui en sont les facteurs entraînant la croissance aux Etats-Unis avec un taux qui passe de 1,5% en 2016 à 2,3% en 2017. Du côté de la zone euro et du Japon⁴, le rythme de la croissance est appuyé par le renforcement de la consommation privée, de l'investissement et de la demande extérieure, générant donc un taux de croissance respectivement de 2,4% et 1,8% en 2017 contre 1,8% et 0,9% en 2016.

Pareillement, les pays émergents et en développement ont enregistré un taux de croissance économique en hausse de 4,7% en 2017, contre 4,4% en 2016 dû notamment à l'amélioration de la demande intérieure et des échanges extérieurs de biens et services en faveur des pays exportateurs de matières premières y compris le pétrole.

En Chine, la croissance économique s'est établie à 6,8% en 2017, après 6,7% en 2016. Le Brésil a repris avec une croissance positive de 1,1% en 2017, après une contraction de 3,5% en 2016. Bien que la croissance de ce groupe de pays ait connu une hausse grâce aux économies de certains pays, il faut quand même mentionner que l'économie des autres pays du même groupe a connu un ralentissement. C'est le cas de l'Inde où la croissance économique a ralenti pour se situer à 6,7% en 2017, après 7,1% en 2016.

³ Rapport annuel de la BCEAO au titre de l'année 2017

Les pays d'Afrique subsaharienne ont connu une progression de l'activité économique avec des disparités inter-zone. L'économie a progressé avec un taux qui s'est établi à 2,7% en 2017, en hausse par rapport à celui de 2016 qui était de 1,4%.

Cette reprise générale s'explique en grande partie par un environnement extérieur plus favorable, caractérisé par une croissance mondiale plus forte, une remontée des prix des matières premières et une amélioration de l'accès aux marchés des capitaux.

Maintien de la croissance économique amorcée depuis 2012 au sein de l'UEMOA

L'amélioration de l'environnement international couplée avec l'apaisement du climat sociopolitique et sécuritaire qui a prévalu au sein de l'UEMOA a permis à ses Etats membres de maintenir l'élan de la croissance entamée depuis cinq ans. Ainsi, l'Union ressort avec un PIB réel qui augmente de 6,7% en 2017, en progression de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Cette expansion économique est soutenue par certaines branches porteuses de la croissance. Celles-ci ont bénéficié de la poursuite des investissements consécutive au climat favorable défini préalablement. Il s'agit de l'agriculture, des industries extractives et manufacturières, du commerce, des transports, des télécommunications et des services financiers.

Ainsi, la production des cultures d'exportation de la zone a enregistré une hausse par rapport à la campagne précédente. Les quantités de cacao récoltées augmentent de 21,3% et celles du coton graine de 9,7% pour ne citer que ces exemples. Aussi, les créances nettes des institutions monétaires sur les administrations publiques centrales ainsi que les concours de ces institutions de dépôt à l'économie se sont accrus au terme des douze mois de l'année 2017.

2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2017

2.1. Formation du produit intérieur brut suivant les trois optiques

En 2017, le produit intérieur brut (PIB) s'établit en valeur à 3 708,9 milliards de FCFA contre 3 597,8 milliards de FCFA en 2016. Aux prix de l'année de base 2016, le PIB s'élève à 3 742,0 milliards de FCFA en 2017 contre 3 597,8 milliards de FCFA en 2016, soit une progression en termes réels de 4,0%.

Optique production

La valeur ajoutée brute (VAB) des branches passe de 3 296,3 milliards de FCFA en 2016 à 3 384,9 milliards de FCFA en 2017, soit une progression de 2,7% en 2017 à prix courant. Les impôts nets de subventions sur les produits passent de 301,5 milliards de FCFA en 2016 à 324,0 milliards de FCFA en 2017, soit une hausse de 7,5% en 2017.

Optique dépense

Du point de vue de la demande, les dépenses de consommation finale passent de 3 339,7 milliards de FCFA en 2016 à 3 401,1 milliards de FCFA en 2017 avec un poids de 92,8% dans le PIB réel en 2016, 90,8% en 2017. Cette dépense de consommation finale connaît une progression en termes réels de 1,8% en 2017. La formation brute du capital (FBC) diminue de 12,5% en valeur réelle et passe ainsi de 725,2 milliards de FCFA en 2016 à 634,2 milliards de FCFA en 2017. Les exportations et les importations ont connu des diminutions respectivement de 2,4% et 14,6%.

Optique revenu

L'excédent brut d'exploitation (EBE) a connu une évolution croissante passant de 2 341,2 milliards en 2016 à 2 454,9 milliards de FCFA en 2017. Les rémunérations des salariés sont évaluées à 910,2 milliards de FCFA en 2016, 912,3 milliards en 2017. Les impôts nets des subventions sur la production et les produits enregistrent une diminution de 1,4% en 2017 et se chiffrent à 341,6 milliards de FCFA contre 346,4 milliards de FCFA en 2016.

Tableau 4: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et à prix constant**Prix courants**

	<i>Unité = 1 Million de FCFA</i>	
	2016	2017
PIB (approche production)	3 597 808	3 708 901
Valeur ajoutée	3 296 310	3 384 879
+ Impôts sur les produits	306 472	330 098
- Subventions sur les produits	4 974	6 076
PIB (approche demande)	3 597 808	3 708 901
Dépense de consommation finale	3 339 658	3 366 519
+ Formation brute de capital	725 219	624 433
+ Exportations de biens et services	961 748	938 429
- Importations de biens et services	1 428 817	1 220 480
PIB (approche revenus)	3 597 808	3 708 901
Rémunération des salariés	910 194	912 301
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	2 341 166	2 454 953
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	346 448	341 647

En volume

	<i>Unité = 1 Million de FCFA</i>	
	2016	2017
PIB (approche production)	3 597 808	3 742 005
Valeur ajoutée	3 296 310	3 429 263
+ Impôts sur les produits	306 472	317 736
- Subventions sur les produits	4 974	4 994
PIB (approche demande)	3 597 808	3 742 005
Dépense de consommation finale	3 339 658	3 401 116
+ Formation brute de capital	725 219	634 245
+ Exportations de biens et services	961 748	956 687
- Importations de biens et services	1 428 817	1 250 043

Source: Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

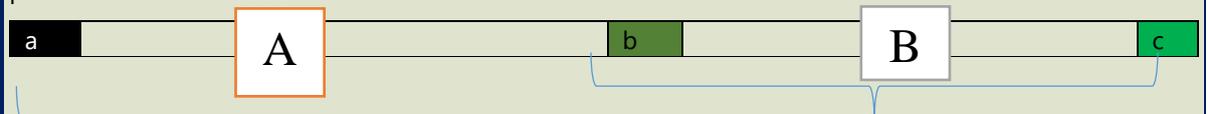
Encadré 1 : Concepts de prix constant, volume et réel

L'analyse des agrégats macroéconomiques se fait plus généralement en décomposant les évolutions des opérations sur biens et services en valeur en deux composantes :

- ❖ L'évolution imputable à la variation des quantités physiques (croissance réelle) et
- ❖ L'évolution due à la variation des prix (inflation).

Cette décomposition est faite afin de percevoir les évolutions des quantités physiques qui décrivent la progression de l'activité économique notamment la production des biens et services. Dans la pratique, comme il n'est pas aisé d'additionner des produits dont les caractéristiques physiques sont diverses, on procède à l'agrégation en multipliant les quantités et leurs prix.

On pourra passer des agrégats en valeur ainsi obtenu à ceux en volume en éliminant l'effet-prix, soit en utilisant les prix d'une année fixe, soit en utilisant les indices chaînés. Les situations liées au premier cas peuvent être illustrées comme suit.



Si on considère le schéma ci-dessus, il existe trois années A^b , A^r et A^c auxquelles sont associés un prix p^b , p^r et p^c . A^b est l'année de base et p^b est son prix ; A^r est l'année de référence et p^r , son prix ; A^c est l'année courante et p^c est le prix associé.

Premier cas : lorsque l'on valorise les quantités physiques de l'année courante A^c par les prix p^r , l'agrégat ainsi obtenu sera qualifié d'agrégat en volume ou d'agrégat à prix constants base A^r .

Deuxième cas : lorsque l'on valorise les quantités physiques de l'année courante A^c par les prix p^b de l'année de base, on parle d'agrégats en volume ou d'agrégats à prix constants base 100.

Les méthodes avec les indices chaînés interviennent pour corriger les biais de substitution qui peuvent survenir lorsqu'on s'éloigne de l'année de référence. En effet, au fil du temps, les prix relatifs des biens ou des services évoluent significativement par rapport à l'année de référence. C'est ainsi que pour comparer les volumes et les prix sur de longues périodes, les comptes nationaux sont tenus d'utiliser les indices chaînés (cf. Encadré sur les indices chaînés).

Les concepts d'« agrégat en volume », « agrégat réel » et « agrégat à prix constants » sont utilisés comme des synonymes en opposition respectivement des concepts d'« agrégat en valeur », « agrégat nominal » et « agrégat à prix courants ». Le premier de groupe désigne les agrégats corrigés de l'effet-prix et le second ceux avant la correction.

En définitive, il est indiqué de préciser l'année de référence pour le volume, qu'on utilise les termes de « volume » ou de « prix constants ». En revanche, en cas d'utilisation des indices chaînés pour la mesure des volumes, la structure de pondération n'est plus fixe mais composite et l'usage du terme d'« agrégat à prix constants » pour ce cas est jugé inapproprié et les termes d'utilisant le concept de volume sont recommandés. A titre d'exemple, le terme d'*agrégat en volume* à l'Insee renvoie au « *volume au prix de l'année précédente chaînés* ».

Le concept d'*agrégat réel* convient aux flux ou stocks dont la valeur n'est pas obtenue en multipliant des prix par des quantités. C'est le cas des certains agrégats de revenus dans les comptes des secteurs institutionnels. La déflation de ces agrégats peut se faire en recourant à la variation de prix d'un panier approprié de biens et de services ou d'actifs, ou à la variation du niveau général des prix. Et c'est seulement dans ce dernier cas, que les flux et les stocks sont dits « *en termes réels* » (c'est-à-dire qu'ils représentent des valeurs à pouvoir d'achat constant)⁵.

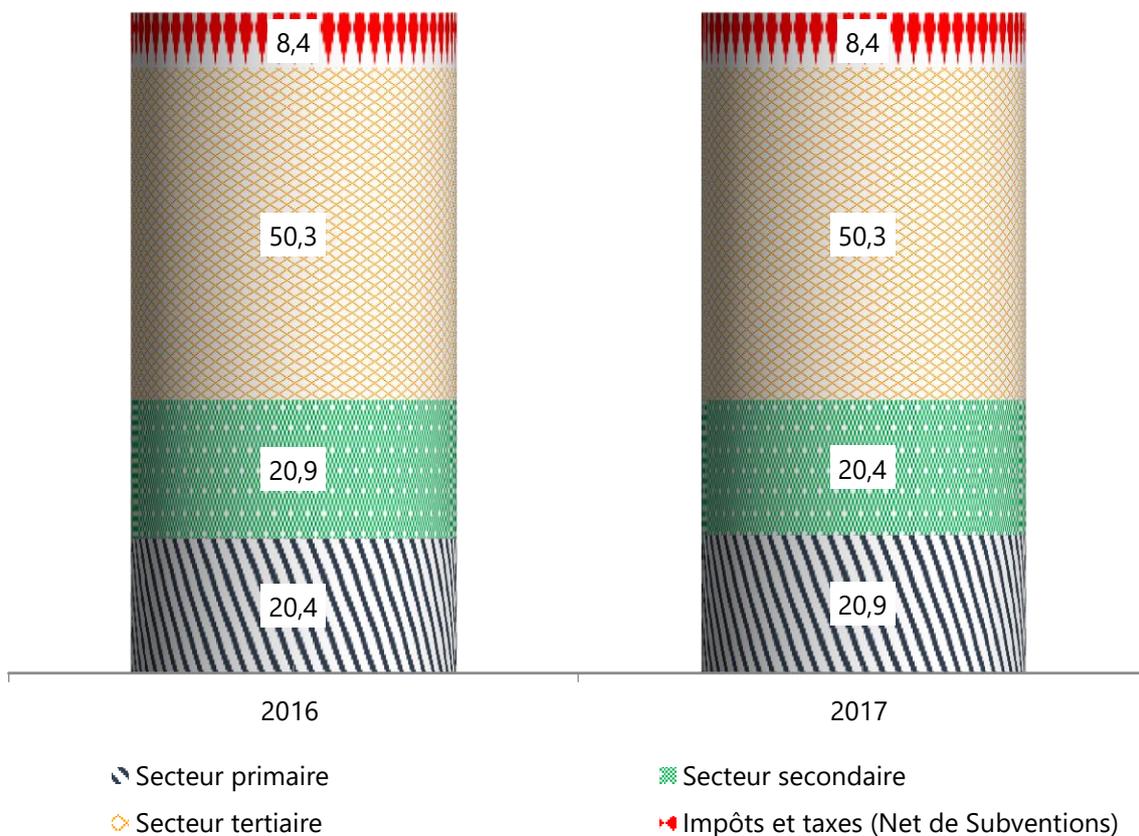
⁵ SCN 2008, paragraphes 2.66 et 15.95-15.100 et 15.181-15.197

2.2. Analyse de l'activité économique du point de vue de l'offre

Activité économique marquée par la prédominance du secteur tertiaire en 2017

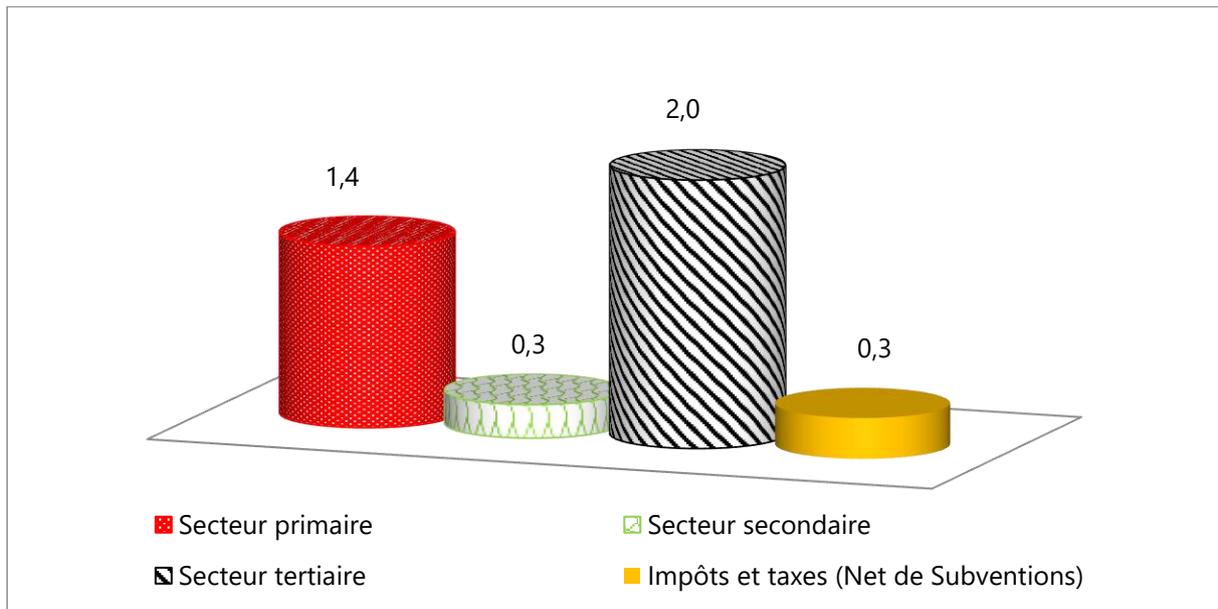
En 2016 comme en 2017, la valeur ajoutée dans le tertiaire est la plus importante du PIB avec un poids de 50,3% en termes réels au cours de deux années. Il est suivi en 2016 par le secteur secondaire (20,9%) mais en 2017, le secteur primaire, occupe la seconde place avec un poids de 20,9% du PIB réel. Les impôts et taxes nets de subventions représentent 8,4% du PIB en termes réels en 2016 comme en 2017, en progression de 3,7 points par rapport à 2016.

Graphique 3: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2016 et 2017 en volume



Source: Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

En 2017, c'est le secteur tertiaire qui a le plus contribué à la croissance du PIB réel avec 2,0 points sur les 4,0 points de croissance obtenue. Le secteur primaire contribue à 1,4 point et le secteur secondaire à 0,3 point. Les impôts et taxes nets de subventions ont apporté une contribution de 0,3 point à la croissance.

Graphique 4: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activités entre 2016 et 2017

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.2.1. Secteur primaire

Le secteur primaire est essentiellement informel, la valeur ajoutée nominale des unités de production informelles représentant 98,7% de la valeur ajoutée totale de ces branches en 2016 et 98,2% en 2017.

La production en volume de ce secteur passe de 1 030,7 milliards de FCFA en 2016 à 1 073,8 milliards de FCFA en 2017 soit une évolution de 4,2% en 2017. En termes de richesse créée, la valeur ajoutée réelle est évaluée à 783,3 milliards de FCFA en 2017 en hausse de 6,8% par rapport à son niveau de 2016. Le poids de ce secteur dans le PIB réel en 2016 et 2017 sont respectivement de 20,4% et 20,9% avec une contribution de 1,4 point à la croissance du PIB réel en 2017.

La branche « Agriculture » rassemble les activités de culture (agriculture), de production animale (élevage) ainsi que la chasse et les activités de services connexes. Les activités de culture ou agriculture au sens strict du terme regroupent les cultures de céréales, de tubercules, de légumes et de plantes oléagineuses, de fruits, de coton et d'égrenage de coton, de plantes à épices, de pépinières et horticultures ainsi que les autres cultures.

En 2017, la valeur ajoutée réelle des activités de culture est estimée à 599,6 milliards de FCFA en augmentation de 7,7% par rapport à celle de 2016. Leur poids dans le PIB est évalué à 16,0% en 2017 contre 15,5 % en 2016 en volume et contribue à la croissance de 1,2 point en 2017.

Le poids de l'agriculture dans le PIB réel en 2016 et 2017 est principalement tiré par la culture de céréales, la culture de tubercules et la culture de légumes et des plantes oléagineuses dont les poids respectifs dans la VAB réelle de l'agriculture sont de 25,8%, 28,0% et 29,7% en 2016 et de 26,5%, 26,7% et 29,2% en 2017. En termes de contribution à la croissance, la branche culture

des céréales a le plus contribué (0,4 point en 2017), suivie de la culture de légumes et de plantes oléagineuses (0,3 point en 2017).

Il est important de noter qu'en plus des conditions climatiques favorables, la performance de ces branches est portée, de toute évidence, par de nombreux programmes de soutien pour améliorer la rentabilité des producteurs.

Tableau 5: Evolution des principales productions agricoles en valeur courante

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2016	2017	Evolution 2017/2016 (%)
Culture de céréales	206 866	188 910	-8,7
<i>dont</i>			
<i>Maïs</i>	118 893	100 807	-15,2
<i>Riz paddy</i>	26 392	26 800	1,5
<i>Mil et millet</i>	4 919	4 595	-6,6
<i>Sorgho</i>	53 626	53 510	-0,2
Culture de tubercules	227 399	228 285	0,4
<i>dont</i>			
<i>Igname</i>	133 241	132 087	-0,9
<i>Manioc</i>	86 265	88 452	2,5
Culture de légumes et de plantes oléagineuses	196 593	196 900	0,2
<i>dont</i>			
<i>Haricots secs</i>	73 335	83 366	13,7
<i>Arachides (coques et décortiquées)</i>	15 256	13 286	-12,9
<i>Soja</i>	8 838	10 584	19,8
Culture de fruits	30 220	31 755	5,1
Culture de plantes pour boissons	12 131	5 212	-57,0
<i>dont</i>			
<i>Cacao en fèves</i>	6 213	2 265	-63,5
<i>Café</i>	5 644	2 654	-53,0
Culture et égrenage de coton	60 124	79 722	32,6
<i>dont</i>			
<i>Coton graine</i>	23 827	29 883	25,4
<i>Coton fibre</i>	32 689	44 192	35,2
Autres cultures n.c.a.	44 625	42 897	-3,9
Total produits agricoles	777 958	773 681	-0,5

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Par rapport aux activités de production animale et de chasse, la valeur ajoutée en termes réels s'établit à 100,1 milliards de FCFA en 2017, soit une progression de 5,5% par rapport à son niveau de 2016. Le poids de l'élevage et de la chasse dans le PIB réel s'établit à 2,7% en 2017 contre 2,6% en 2016.

La sylviculture s'accroît de 5,4% avec un poids de 1,4% dans le PIB réel en 2016 comme en 2017. La pêche quant à elle décroît de 2,7% en 2017, avec un poids dans le PIB réel de 0,9 % en 2016 et de 0,8% en 2017. Cette baisse provient des travaux de réhabilitation du port de pêche.

Tableau 6: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courant

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2016	2017	Evolution 2017/2016 (%)
Eleavage	162 391	170 800	5,2
<i>dont :</i>			
<i>Bovins sur pieds</i>	14 644	15 108	3,2
<i>Ovins et caprins sur pieds</i>	39 720	42 170	6,2
<i>Porcins sur pied</i>	39 837	40 688	2,1
<i>Volailles</i>	36 734	39 247	6,8
<i>Œufs</i>	19 472	21 018	7,9
Chasse	2 696	2 754	2,2
Pêche et aquaculture	33 325	31 905	-4,3
Total élevage, chasse, pêche et aquaculture	198 412	205 459	3,6

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.2.2. Secteur secondaire

Les activités d'extraction, de manufacture, de production d'électricité, d'eau, de gaz et de construction constituent le secteur secondaire de l'économie.

En 2017, le secteur secondaire représente 20,4 % du PIB nominal contre 20,9 % en 2016. La VAB réelle de ces branches s'est établie à 762,9 milliards de FCFA en 2017 contre 753,7 milliards en 2016, soit une hausse de 1,2% par rapport à 2016. Les différentes branches du secteur secondaire ont contribué différemment à la croissance en 2017.

Activités extractives

La VAB réelle des activités extractives s'établit à 44,3 milliards, ce qui représente un poids de 1,2% dans le PIB réel et 5,8% dans la VAB réelle du secteur secondaire. Par rapport à 2016, les activités extractives ont connu une baisse de 6,3%, contribuant ainsi négativement à la croissance économique en 2017 (-0,1 point).

Activités des industries manufacturières

L'industrie manufacturière, avec un poids de 62,9% dans la VAB réelle du secteur secondaire et 12,8% du PIB réel, a connu un quasi stabilité de son activité (-0,5%) en 2017. Avec une VAB réelle qui s'élève à 480,1 milliards, l'industrie manufacturière a participé négativement à la croissance du PIB (-0,1 point)..

- ✓ la « fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac » qui représente 5,8% du PIB enregistre une croissance de 4,1% en 2017, la VAB réelle est passée de 208,9 à 217,6 milliards de FCFA entre 2016 et 2017.

- ✓ la « fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures », dont le poids dans le PIB est de 0,9% a connu une évolution réelle de 12,6% de sa VAB en 2017.
- ✓ la « fabrication de machines et d'équipements » qui représente, en VAB nominale, 0,2% du PIB a vu sa valeur ajoutée réelle augmenter de 85,8% entre 2016 et 2017. La VAB qui était de 3,6 milliards en 2016 est passée à 6,7 milliards en 2017.

Contrairement aux branches précédentes du secondaire, certaines ont régressé en 2017.

- ✓ l'activité de « fabrication de matériaux de construction » dont la valeur ajoutée brute réelle (50,9 milliards) représente 1,4% du PIB réel a connu une baisse de 13,1% en 2017 ;
- ✓ les activités de « métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux » et celles du « travail du caoutchouc et du plastique » ont reculé respectivement de 41,2% et de 26,2% en termes de VAB réelle ;
- ✓ l'activité de « fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements » dont la part de la VAB dans le PIB est de 1,4% en 2016, a enregistré une baisse de sa valeur ajoutée de 4,2% en 2017, la VAB réelle en 2017 était de 48,6 milliards. Cette baisse attribuable en grande partie à l' « imprimerie, activités connexes et reproduction d'enregistrements » (-22,6%).
- ✓ les autres activités de manufacture qui regroupent la fabrication de matelas et sommiers et de meubles ainsi que diverses activités manufacturières ont aussi participé négativement (- 0,2 point) à la croissance au PIB en 2017. La VAB réelle générée dans ces activités en 2017 s'élève à 30,3 milliards contre 36,6 milliards en 2016 soit une baisse de 17,1%.

Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau

La « production et la distribution d'électricité et de gaz » et la « production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution » ont contribué positivement aux performances du secteur secondaire. Pour une part de 8,0% dans de la VAB réelle (60,7 milliards en 2017) du secteur secondaire et 1,6% dans le PIB, la branche « production et la distribution d'électricité et de gaz » a progressé de 11,1% apportant une contribution de 0,2 point à la croissance du PIB de 2017.

Etendue aux activités d'assainissement, de traitement des déchets et de dépollution, la VAB représente 9,9% de la VAB réelle du secteur secondaire et 2,0% du PIB réel. Elles restent quasiment stables (0,2%) en termes d'évolution de la VAB réelle, en 2017.

Activités de construction

Les activités de construction, en 2017, ont contribué de 0,2 point à la croissance du PIB réel dans lequel elles représentent un poids de 2,7 %. Elles ont connu une croissance en volume de 8,7%. Leur contribution à la croissance est imputable à la branche « génie civil » avec une contribution de 0,2%. L'évolution de cette branche est due notamment aux travaux d'aménagement et de bitumage des routes et des pistes rurales.

2.2.3. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire regroupe l'ensemble des services marchands et non marchands, excepté les services de sous-traitance intervenant dans les activités de production des secteurs primaire et secondaire. Les services de sous-traitance sont associés aux activités de production de la branche dans laquelle ils interviennent.

La valeur ajoutée en volume du secteur tertiaire a évolué en 2017 de 4,1% (1 883,0 milliards en 2017 contre 1 809,2 milliards de FCFA en 2016). Tout comme en 2016, le secteur tertiaire est la principale composante du PIB avec un poids de 50,3% dans le PIB réel de 2017. La contribution de ce secteur à la croissance du PIB réel est de 2,1 points en 2017.

Commerce

En valeur courante, la valeur ajoutée brute du commerce, en 2017, s'élève à 251,1 milliards de FCFA contre 251,5 milliards de FCFA en 2016 soit une baisse de 0,1%. Son poids en 2017 est de 6,8% aussi bien dans le PIB réel que nominal. Avec une contribution de 0,1 point à la croissance du PIB réel en 2017, cette branche d'activité enregistre une augmentation de sa VAB réelle de 1,8%.

Transport et entreposage

Les services de transport et d'entreposage enregistrent une hausse aussi bien en termes courants qu'en termes réels. En effet, la VAB nominale de cette activité s'élève à 255,1 milliards de FCFA en 2017 contre 232,5 milliards de FCFA en 2016 soit une hausse de 9,7%. En termes réels, la VAB de 2017 s'élève à 261,2 milliards de FCFA, soit une hausse de 12,4% par rapport à 2016. Avec une contribution de 0,8 point, cette branche d'activité enregistre la plus forte contribution à la croissance du PIB réel entre les deux années. Cette performance est imputable à la branche des activités d'entreposage et des auxiliaires de transport (dont la contribution au PIB réel est de 0,7 point), conséquence du développement des activités portuaires.

Hébergement, restauration et débits de boissons

Avec une contribution de 0,3 point à la croissance du PIB réel en 2017, les activités d'hébergement, de restauration et débits de boissons représentent 1,4% du PIB réel. La VAB réelle de ces activités passe de 42,6 milliards de FCFA à 53,9 milliards de FCFA, soit une hausse de 26,5%.

Information et communication

Les activités d'information et communication, avec une VAB réelle de 166,5 milliards de FCFA, représentent 4,4% du PIB réel de 2017 et enregistrent une croissance de 2,2% par rapport à 2016 (162,9 milliards de FCFA). Sa contribution à la croissance du PIB réel est de 0,1 point.

Activités financières et d'assurance

Les activités financières et d'assurance ont connu une croissance nominale de 6,1% en 2017. La VAB nominale de ces activités passe de 104,5 milliards de FCFA en 2016 à 110,9 milliards de FCFA en 2017. Cette croissance est plus accentuée en termes réels, avec une VAB réelle qui s'établit à 113,2 milliards de FCFA en 2017 soit une croissance de 8,3% par rapport à 2016. Ces activités qui représentent 3,0% du PIB réel de 2017, contribuent à 0,2 point à la croissance.

Activités immobilières

Aussi bien en termes courants qu'en termes réels, les activités immobilières enregistrent une hausse par rapport à leur niveau de 2016. En effet, la VAB passe de 241,5 milliards de FCFA en 2016 à 243,2 milliards de FCFA en 2017 en valeur nominale, soit une hausse de 0,7%. En termes réels la VAB passe à 245,7 milliards de FCFA en 2017, soit une hausse de 1,7%. Les activités immobilières représentent 6,6% du PIB réel de 2017.

Activités spécialisées, scientifiques et techniques

Les activités spécialisées, scientifiques et techniques enregistrent, en 2017 des baisses aussi bien en termes courants qu'en termes réels. En termes réels la VAB passe de 112,5 milliards de FCFA en 2016 à 96,3 milliards de FCFA en 2017, soit une baisse de 14,4%. Cette contre-performance entraîne également une contribution négative de 0,5 point à la croissance économique réelle en 2017, pour cette branche d'activité qui représente 2,6% du PIB réel.

Activités de services de soutien et de bureau

Avec une VAB de 77,9 milliards de FCFA en 2016 et un poids de 2,2% dans le PIB de cette même année, les services de soutien et de bureau enregistrent une baisse de leur VAB nominale de 2,2% en 2017 (77,9 milliards de FCFA en 2017 contre 76,3 milliards de FCFA). En termes réels, on observe plutôt une augmentation de la VAB de 0,9%, passant ainsi de 77,9 milliards de FCFA à 78,6 milliards de FCFA.

Services de santé et d'action sociale

La valeur ajoutée des services de santé a connu en valeur courante une hausse de 4,7% passant de 56,6 milliards de FCFA en 2016 à 59,3 milliards de FCFA en 2017. Son poids dans le PIB réel est de 1,5%.

En ce qui concerne les services d'action sociale, la valeur ajoutée en valeur courante est passé de 7,0 milliards de FCFA en 2016 à 8,2 milliards de FCFA soit une hausse de 18,3%. Le poids dans le PIB réel des services d'action sociale est de 0,2% en 2017.

Education

Les activités d'éducation ont connu une augmentation de leur valeur ajoutée brute courante de 4,6% (198,6 milliards de FCFA en 2017 contre 190,0 milliards en 2016). Le poids dans le PIB réel en 2017 est de 5,3%.

Administration publique

La valeur ajoutée nominale des services d'administration publique est passée de 229,4 milliards de FCFA en 2016 à 240,1 milliards de FCFA en 2017 soit une hausse de 4,7%. Cette performance des Administrations publiques s'explique par l'augmentation des dépenses courantes. Le poids dans le PIB réel est de 6,4% avec une contribution de 0,3 point à la croissance.

2.2.4. Part de l'informel dans le PIB

Le secteur informel occupe une place importante dans l'économie togolaise. La part de l'informel dans la VAB nominale (hors ménage pour compte propre) est de 52,6% en 2017 contre 52,0% en 2016. Le niveau de la valeur ajoutée brute nominale du secteur informel est passé de 1 631,1 milliards de FCFA en 2016 à 1 698,1 milliards de FCFA en 2017 soit une progression de 4,1%.

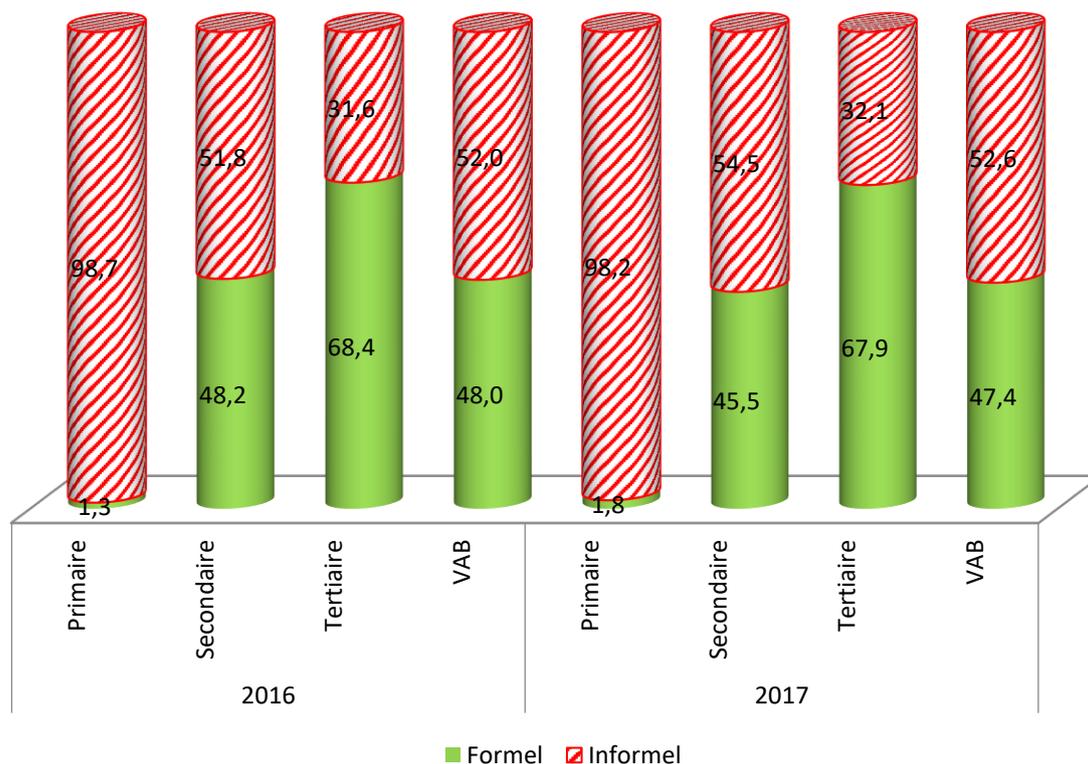
Au niveau du secteur primaire, le secteur informel reste dominant avec un poids de 98,2% de la valeur ajoutée nominale, en recul de 0,5 point par rapport à 2016 ; mais le niveau de VAB a augmenté de 2,2%. Le poids de l'informel au niveau de chacune des branches agricoles en 2017 se présente comme suit :

- ✓ agriculture (cultures) : 98,0% contre 98,6% en 2016
- ✓ élevage et chasse : 99,8% contre 99,7% en 2016
- ✓ sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien : 96,8% contre 97,6% en 2016
- ✓ pêche et aquaculture : 99,7% contre 99,6% en 2016.

Au niveau du secteur secondaire, la VAB nominale du secteur informel progresse de 5,7% pour atteindre 399,0 milliards de FCFA en 2017. Dans le même temps la part de l'informel progresse de 2,7 points et s'établit à 54,5% de la valeur ajoutée des branches industrielles. Le secteur informel est représenté différemment dans chacune des branches de l'industrie. On le retrouve en bonne place et principalement dans les branches : « fabrication des produits alimentaires »

, « fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures », « fabrication de produits chimiques », « fabrication de médicaments traditionnels », la « fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements », « production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution ». Ces branches représentent respectivement avec 89,7%, 97,8%, 89,1%, environ 100%, 65,3% et 90,6% de la valeur ajoutée totale des branches.

Graphique 5: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2016, 2017



Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

A contrario, l'informel fournit une faible part de valeur ajoutée dans les branches « fabrication de matériaux de construction » (4,5%), « production et distribution d'électricité et de gaz » (7,4%), « travail du caoutchouc et du plastique » (8,9%), et « activités extractives » (16,7%).

Au niveau des branches d'activités du secteur tertiaire, la VAB nominale de l'informel s'est accrue de 5,6% en 2017. Le niveau de la VAB nominale de l'informel occupe une part de 32,1% dans le secteur tertiaire, en hausse de 0,5 point par rapport à 2016. L'informel est plus représenté dans l'« hébergement, restauration et débit de boissons » (74,4%), le commerce (67,1%), les « transports et entreposage » (49,6%), les « activités de services de soutien et de bureau » (48,5%) et les « activités immobilières » (83,0%).

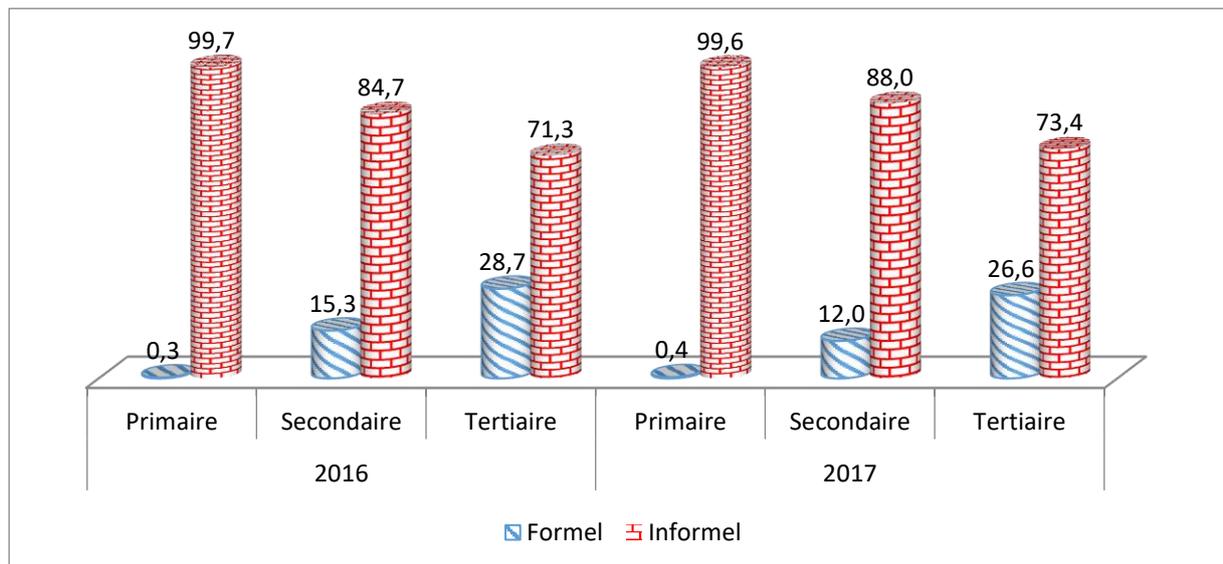
Le poids de l'informel dans les autres branches du secteur tertiaire se présente comme suit : « activités financières et d'assurance » (2,5%), « activités spécialisées, scientifiques et

techniques » (3,5%), « activités pour la santé humaine et l'action sociale » (5,0%), « activités artistiques, sportives et récréatives » (8,8%), « éducation » (9,6%), et « information et communication » (10,5%).

2.2.5. Emploi dans l'économie

En 2017, l'emploi est estimé à 2,9 millions, soit une progression de 1,1% entre 2016 et 2017. Dans le secteur primaire, le niveau de l'emploi représente 38,8% en 2017 et 39,3% en 2016. L'emploi dans ce secteur en 2017 a évolué de 0,1% par rapport à 2016. Au niveau du secteur secondaire, l'emploi représente 15,5% de l'emploi total en 2017 contre 15,6 % en 2016, avec une augmentation de l'emploi de 3,2% entre 2016 et 2017. En ce qui concerne le secteur tertiaire, l'emploi a augmenté de 1,3% entre 2016 et 2017 et représente en 2016 et 2017 respectivement 45,2% et 45,3% de l'emploi total.

Graphique 6: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité en 2016, 2017



Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le secteur informel fournit 86,1% des emplois de l'économie en 2017 contre 84,7% en 2016. Cette prépondérance de l'emploi du secteur informel se retrouve globalement dans toutes les branches d'activités.

La quasi-totalité des emplois dans le primaire est informel (99,6% en 2017 contre 99,7% en 2016). Au niveau des secteurs secondaire et tertiaire, les emplois dans l'informel représentent respectivement 84,7% et 71,3% des emplois en 2016 et respectivement 88,0% et 73,4% des emplois en 2017.

2.3. Evolution des emplois du PIB

La demande intérieure est composée des dépenses de consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM) et de l'investissement qui est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations des stocks (VS).

Tableau 7: Evolution des ressources et des emplois du PIB en volume

Unité = 1 Million de FCFA

	2016	2017	Evolution 2017/2016 (%)	CC* du PIB en 2017 (%)
Produit intérieur brut (PIB)	3 597 808	3 742 005	4,0	4,0
Importations	1 428 817	1 250 043	-12,5	-5,0
Total Ressources	5 026 625	4 992 048	-0,7	-1,0
Consommation finale (CF)	3 339 658	3 401 116	1,8	1,7
Consommation finale privée	2 782 690	2 882 619	3,6	2,8
dont CF des ménages	2 726 733	2 824 370	3,6	2,7
CF des ISBLSM	55 957	58 249	4,1	0,1
Consommation publique	556 968	518 497	-6,9	-1,1
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	803 995	637 904	-20,7	-4,6
FBCF des APU ⁶	308 849	186 323	-39,7	-3,4
FBCF des autres secteurs	495 146	451 581	-8,8	-1,2
Variation des Stocks	-78 776	-3 659	-95,4	2,1
Exportations	961 748	956 687	-0,5	-0,1
Total Emplois	5 026 625	4 992 048	-0,7	-1,0

* Contribution à la croissance

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.3.1. Consommation finale

La consommation finale (CF) constitue la part des ressources destinées à satisfaire les besoins individuels et collectifs des ménages, des administrations publiques et des ISBL-SM. La consommation finale ici sous-entend la dépense de consommation finale et non la consommation finale effective.

En volume, la consommation finale totale s'élève à 3 401,1 milliards de FCFA en 2017 contre 3 339,7 milliards de FCFA en 2016, soit un accroissement de 1,8%. En 2017, elle représente 90,9% du PIB réel et sa contribution à la croissance est de 1,7 point. La hausse de la CF en 2017 par rapport en 2016 s'explique par la progression de la consommation finale des ménages de 3,6% et celle des ISBL-SM de 4,1%, celle des administrations publiques ayant régressé de 6,9%. La contribution à la croissance de la consommation finale des ménages est de 2,7 points.

Par rapport au PIB nominal, la consommation finale des ménages représente 75,2% en 2017 contre 75,8% en 2016 et celle des administrations publiques représente 14,0% en 2017 contre 15,5% en 2016.

⁶ Concerne l'administration centrale, locale et la sécurité sociale

L'indice du déflateur du PIB s'établit à 99,1 en 2017 alors que le taux d'inflation déterminé par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est de 99,0.

2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF représente la valeur des biens et services durables produits ou acquis au cours de la période comptable dont la durée de vie est supérieure à un an.

En valeur réelle, la FBCF est passée de 804,0 milliards de FCFA en 2016 à 637,9 milliards de FCFA en 2017 soit un recul de 20,7% entraînant une contribution négative à la croissance (-4,6 points). Son poids dans le PIB réel est de 17,0% en 2017 contre 22,3% en 2016. En valeur courante, la FBCF des autres secteurs représente 70,8% de la FBCF totale (629,4 milliards de FCFA) en 2017. La FBCF des APU pour sa part est passée de 308,8 milliards de FCFA en 2016 à 183,6 milliards de FCFA en 2017, soit une baisse de 40,5% consécutive à la contraction des dépenses d'investissement publiques.

L'analyse de la FBCF réelle par produit montre que la « construction », représente plus de la moitié de la FBCF de 2017 avec un poids de 54,4%. Au prix de 2016, la FBCF en travaux de construction a baissé de 7,8% et s'établit à 347,3 milliards de FCFA en 2017. La FBCF en produits « machines, matériels et équipements divers » est passée de 240,9 milliards de FCFA en 2016 à 146,0 milliards de FCFA en 2017, soit un recul de 39,4% et celle des produits métallurgiques et de fonderie enregistre un recul de 37,3% (52,4 milliards de FCFA en 2017 contre 83,6 milliards de FCFA en 2016).

Tableau 8: Formation brute de capital fixe par produit en volume

Unité = 1 million de F CFA

Libellé	2016	2017	Evolution 2017/2016 (%)
Produits de l'élevage et de la chasse	6 194	6 598	6,5
Produits du travail du caoutchouc et du plastique	3	1	-66,7
Produits métallurgiques et de fonderie	83 587	52 419	-37,3
Machines, matériels et équipements divers	240 928	146 036	-39,4
Produits des autres industries manufacturières	26 913	31 200	15,9
Réparation et installation de machines et d'équipement	27 286	31 192	14,3
Travaux de construction	376 635	347 311	-7,8
Services d'information et de communication	37 916	17 847	-52,9
Services spécialisés, scientifiques et techniques	4 504	5 261	16,8
Services de soutien et de bureau	29	39	34,5

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

En 2017, la FBCF en valeur courante des sociétés non financières a augmenté de 54,9%. Les autres secteurs institutionnels ont vu leur FBCF baisser : Ménages (baisse de 46,1%), Administrations publiques et de sécurité sociale (baisse de 40,5%), Sociétés financières (baisse de 72,3%) et ISBL-SM (baisse de 87,3%).

Tableau 9: Evolution de la FBCF entre 2016 et 2017 en valeur par secteur institutionnel

Unité = 1 million de F CFA

Secteur institutionnel	2016	2017	Evolution 2017/2016 (%)
Sociétés et Quasi-sociétés Non Financières	199 985	309 759	54,9
Ménages et des Entrepreneurs Individuels	214 063	115 290	-46,1
Administrations publiques	308 849	183 637	-40,5
Institutions Sans But Lucratif au service des ménages (ISBL-SM)	11 935	1 519	-87,3
Institutions Financières	69 163	19 151	-72,3

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.3.3. Variations des stocks

Les variations des stocks enregistrent les mouvements des biens autres que ceux en capital qui sont détenus par les producteurs (produits finis ou en cours, matières premières et marchandises).

En volume, l'économie enregistre une variation des stocks de -3,7 milliards de FCFA en 2017 contre -78,8 milliards de FCFA en 2016. La répartition des variations de stocks suivant quelques produits se présente en 2017 comme suit : -95,3 milliards de FCFA pour les produits du raffinage et de cokéfaction ; 35,3 milliards de FCFA pour les produits alimentaires ; 9,7 milliards de FCFA pour les produits des autres industries manufacturières et 17,0 milliards de FCFA pour les produits agricoles.

2.3.4. Echanges extérieurs de biens et services

Les échanges de biens et services en valeur courante entre le Togo et le Reste du monde en 2017 montrent que les importations ont diminué de 14,6% et les exportations ont également diminué de 2,4% par rapport à 2016. Les importations sont passées de 1 428,8 milliards de FCFA en 2016 à 1 220,5 milliards de FCFA en 2017 et les exportations, de 961,7 milliards de FCFA en 2016 à 938,4 milliards de FCFA en 2017. Il en résulte ainsi une amélioration du déficit de la balance commerciale entre 2016 et 2017. En effet, la balance commerciale s'établit à - 467,1 milliards de FCFA en 2016 et a - 282,1 milliards de FCFA en 2017. En volume, la balance commerciale est passé de - 467,1 milliards de FCFA en 2016 à -293,4 milliards de FCFA en 2017. La contribution à la croissance en valeur courante des échanges extérieurs de biens et services est de 4,8 points en 2017.

Le taux d'exportation qui est la part des exportations de biens et services dans le PIB réel est passé de 26,7 % en 2016 à 25,6 % en 2017. Cette baisse signifie que la proportion du PIB consacrée à la satisfaction de la demande extérieure a diminué de 1,1 point en 2017.

Tableau 10: Evolution en valeur des biens et services exportés en 2016 et 2017

Unité = 1 million de F CFA

	2016	2017	Evolution 2017/2016 (%)
Produits de l'agriculture	56 491	64 850	14,8
Produits de l'élevage et de la chasse	1 291	1 356	5
Produits de la sylviculture, de l'exploitation forestière et services de soutien	378	1 055	179,1
Produits de la pêche et de l'aquaculture	4	0	-100
Produits des industries extractives	49 997	40 293	-19,4
Produits alimentaires	61 180	72 421	18,4
Boissons	31 728	31 697	-0,1
Produits à base de tabac	131	153	16,8
Produits textiles, articles d'habillement, en cuir et articles de voyage et chaussures	38 227	40 283	5,4
Produits en bois, en papier ou en carton, travaux d'imprimerie et de reproduction d'enregistrements	8 659	9 290	7,3
Produits du raffinage et de la cokéfaction et produits chimiques	74 855	72 744	-2,8
Produits pharmaceutiques	734	933	27,1
Produits du travail du caoutchouc et du plastique	57 423	49 372	-14
Matériaux minéraux	61 427	56 757	-7,6
Produits métallurgiques et de fonderie	29 015	33 284	14,7
Machines, matériels et équipements divers	63 117	46 498	-26,3
Produits des autres industries manufacturières	27 145	16 784	-38,2
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	6 253	3 906	-37,5
Electricité et gaz	64 545	73 187	13,4
Travaux de production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	0	57	
Travaux de construction	1 559	1 635	4,9
Vente	166	191	15,1
Services de transports, entreposage	129 137	134 398	4,1
Services d'hébergement et de restauration	7 531	7 026	-6,7
Services d'information et de communication	21 288	21 340	0,2
Services financiers et d'assurance	43 008	36 057	-16,2
Services spécialisés, scientifiques et techniques	55 740	42 942	-23
Services de soutien et de bureau	0	89	
Services d'enseignement	365	33	-91
Services de santé humaine et d'action sociale	86	78	-9,3
Services artistiques, sportifs et récréatifs	4	157	3825
Correction territoriale	70 264	79 563	13,2
Total	961 748	938 429	-2,4

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

La diminution des recettes d'exportations entre 2016 et 2017 est expliquée principalement par la dégradation des exportations des produits : « Produits des industries extractives » (-19,4%), « Produits du travail du caoutchouc et du plastique » (-14,0%), « Machines, matériels et équipements divers » (-26,3%), « Produits des autres industries manufacturières » (-38,2%), « Services financiers et d'assurance » (-16,2%) et « Services spécialisés, scientifiques et techniques » (-23,0%).

Tableau 11: Evolution en valeur des biens et services importés en 2016 et 2017

Unité = 1 million de F CFA

	2016	2017	Evolution 2017/2016 (%)
Produits de l'agriculture	32 405	32 123	-0,9
Produits de l'élevage et de la chasse	3 995	3 850	-3,6
Produits de la sylviculture, de l'exploitation forestière et services de soutien	179	187	4,5
Produits de la pêche et de l'aquaculture	53	122	130,2
Produits des industries extractives	18 007	13 902	-22,8
Produits alimentaires	128 101	129 961	1,5
Boissons	12 516	13 594	8,6
Produits à base de tabac	5 078	5 321	4,8
Produits textiles, articles d'habillement, en cuir et articles de voyage et chaussures	96 223	98 162	2
Produits en bois, en papier ou en carton, travaux d'imprimerie et de reproduction d'enregistrements	16 639	18 061	8,5
Produits du raffinage et de la cokéfaction et produits chimiques	361 516	331 612	-8,3
Produits pharmaceutiques	60 381	65 048	7,7
Produits du travail du caoutchouc et du plastique	28 241	25 266	-10,5
Matériaux minéraux	27 550	29 940	8,7
Produits métallurgiques et de fonderie	85 193	77 417	-9,1
Machines, matériels et équipements divers	320 418	190 398	-40,6
Produits des autres industries manufacturières	7 679	6 970	-9,2
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	24 490	17 423	-28,9
Electricité et gaz	84 426	69 193	-18
Travaux de construction	871	0	-100
Vente	92	94	2,2
Services de transports, entreposage	20 961	18 472	-11,9
Services d'hébergement et de restauration	7	8	14,3
Services d'information et de communication	55 016	30 198	-45,1
Services financiers et d'assurance	6 809	9 116	33,9
Services immobiliers	0	0	
Services spécialisés, scientifiques et techniques	9 137	11 898	30,2
Services d'enseignement	1 547	0	-100
Services artistiques, sportifs et récréatifs	77	56	-27,3
Correction territoriale	21 210	22 088	4,1
Total	1 428 817	1 220 480	-14,6

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Quant à la diminution des dépenses d'importation de 2016 à 2017, elle s'explique essentiellement par la dégradation des importations des produits : « Produits des industries extractives » (- 22,8%) , « Produits du raffinage et de la cokéfaction et produits chimiques » (- 8,3%), « Produits du travail du caoutchouc et du plastique » (- 10,5%) , « Machines, matériels et équipements divers » (-40,6%), « Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels » (-28,9%) , « Electricité et gaz » (- 18,0%) , « Services d'information et de communication » (- 45,1%).

2.4. Analyse des secteurs institutionnels en 2017

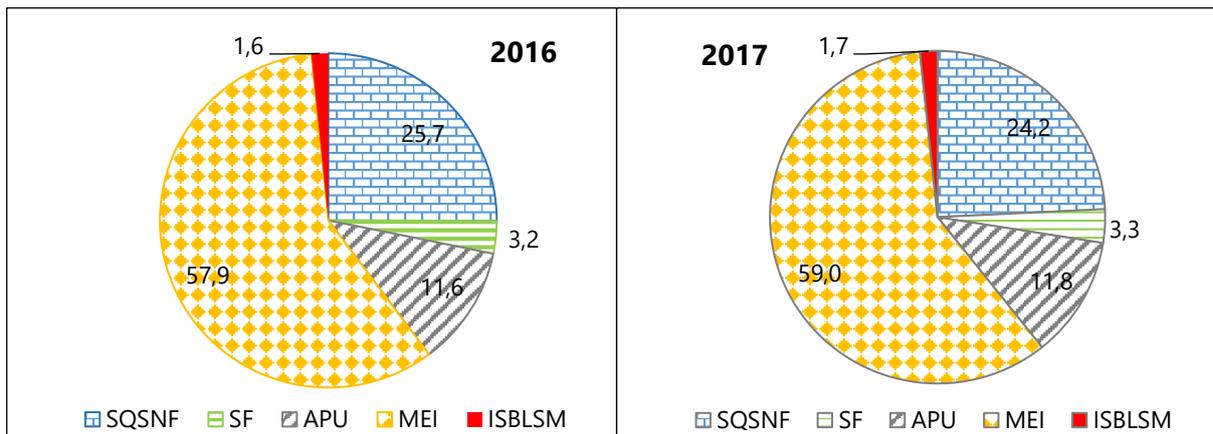
Les secteurs institutionnels sont des regroupements d'unités institutionnelles ayant des objectifs et des comportements économiques semblables. On distingue cinq grands secteurs : les ménages et entrepreneurs individuels ; les sociétés non financières ; les sociétés financières ; les Administrations publiques et les ISBLSM

2.4.1. Valeur ajoutée brute par secteur institutionnel en 2017

En 2017, la VAB créée par l'ensemble des secteurs institutionnels de l'économie nationale s'élève à 3 384,9 milliards de FCFA, soit une croissance de 2,7% par rapport à 2016. Plus de la moitié de richesse ainsi créée provient des ménages et entrepreneurs individuels. En effet, en 2017, les Ménages détiennent 59,0% de la VAB totale de l'économie. Comparé au poids de l'informel dans l'économie, ce niveau s'explique et traduit la caractéristique d'une économie où foisonnent une multitude d'acteurs de petites tailles dont les petites contributions arrivent à dominer la contribution du secteur formel.

Les sociétés (financières ou non) participent à la création de la richesse nationale pour 27,5% tandis que le secteur non marchand (Administration publique et Institution sans but lucratif au service des ménages) y contribue pour 13,5%.

Graphique 7: Part (en%) de chaque secteur institutionnel dans la VAB en 2016 et 2017

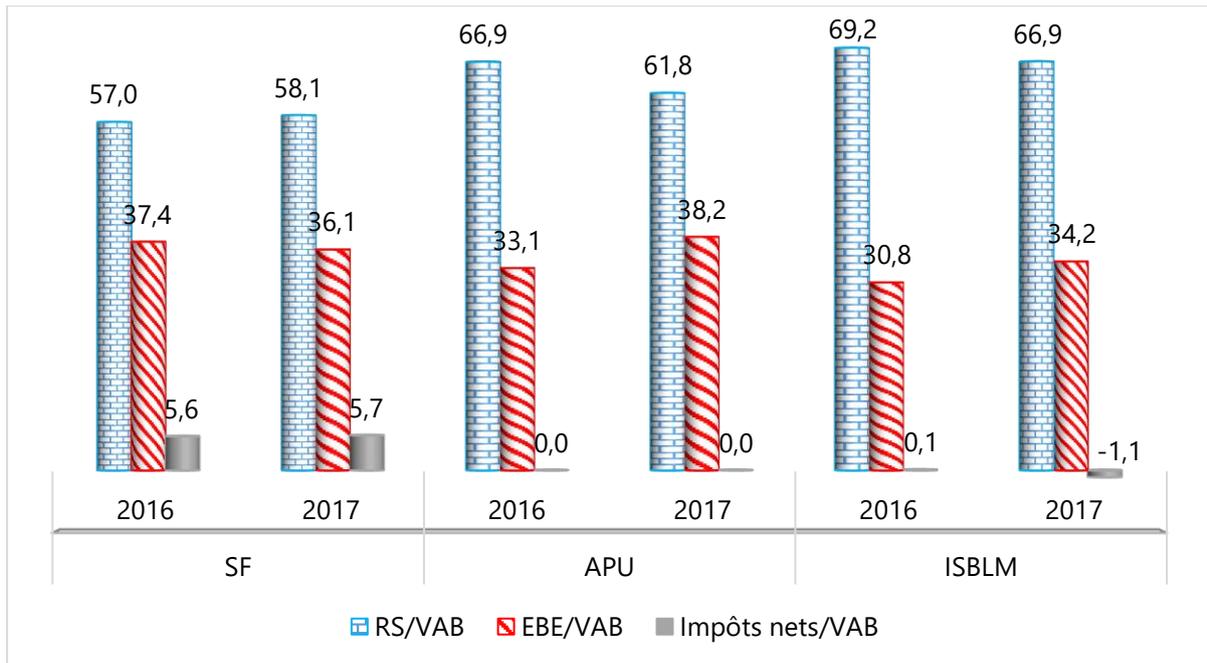


Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.4.2. Ventilation de la VAB dans les SI

En 2017, l'analyse des résultats montre que les ISBLSM consacrent 66,9% de leur VAB à la rémunération des salariés contre 69,2% en 2016. Les APU en font de même avec 61,8% en 2017 contre 66,9% en 2016. Le troisième secteur rémunérant mieux le facteur travail que le facteur capital est le secteur des sociétés financières qui alloue 58,1% en 2017 contre 57,0% de sa VAB à la RS en 2016. Pour ces secteurs, la même répartition de la VAB est observée en 2016.

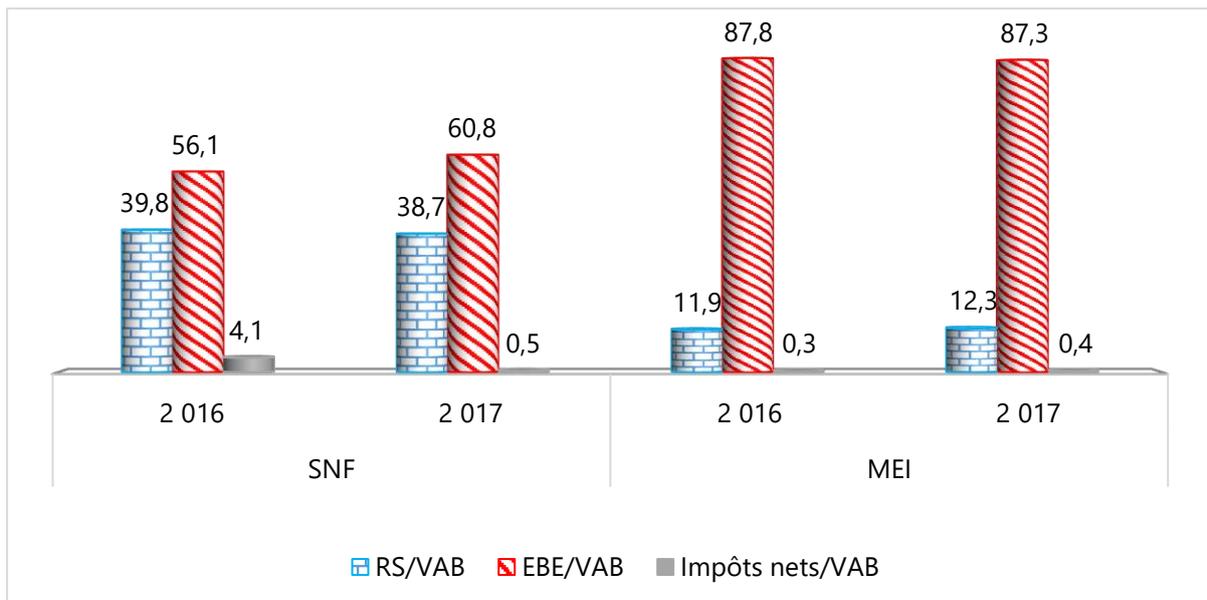
Graphique 8: Ventilation (en %) de la VAB dans les SF, ISBLSM et APU



Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Il faut cependant noter que la contrepartie de la partie qui rémunère les salariés pour les secteurs des Ménages et des SNF, la répartition profite davantage aux détenteurs de capitaux qu'aux salariés. Courant 2017, les Ménages ont consacré 87,3% de la VAB à l'EBE contre 87,8% en 2016 et les SNF affectent 60,8% en 2017 contre 56,1% en 2016. Les entrepreneurs individuels sont des entités économiques qui ne distinguent pas la rémunération des salariés et le revenu d'exploitation. On parle alors de revenu mixte qui est un ensemble des deux rémunérations contenues dans le poste d'EBE.

Graphique 9: Ventilation (en %) de la VAB dans les SNF et les MEI



Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.4.3. Ménages et Entrepreneurs individuels

Une hausse de capacité de financement des ménages et entrepreneurs individuels

En 2017, le revenu disponible brut (RDB) des ménages et entrepreneurs individuels s'établit à 3 334,2 milliards de FCFA. Ce revenu qui est en hausse de 3,8% par rapport à 2016 est constitué des rémunérations salariales (27,8%), des revenus d'exploitation (52,3%), des revenus nets de la propriété (16,8%), du solde des prélèvements obligatoires directs (-2,4%) et du solde des autres transferts courants (5,4%). L'augmentation du RDB est essentiellement due à une hausse de la rémunération des salariés de 0,2% et des revenus de propriétés reçus par les ménages de 9,0%.

Tableau 12: Evolution en valeur de la consommation finale des ménages selon la nature des dépenses

Unité : 1 Million FCFA

Valeur courante	2016	2017	Evolution 2017/2016 (%)
Produits de l'agriculture	408 201	395 107	-3,2
Produits de l'élevage et de la chasse	63 779	69 388	8,8
Produits de la sylviculture, de l'exploitation forestière et services de soutien	37019	39 169	5,8
Produits de la pêche et de l'aquaculture	14867	15131	1,8
Produits des industries extractives	169	171	1,2
Produits alimentaires	394 335	400 836	1,6
Boissons	44 994	45 978	2,2
Produits a base de tabac	13 038	13 741	5,4
Produits textiles, articles d'habillement, en cuir et articles de voyage et chaussures	163 865	173 227	5,7
Produits en bois, en papier ou en carton, travaux d'imprimerie et de reproduction d'enregistrement	26 832	27 925	4,1
Produits chimiques	121 702	127 358	4,6
Produits pharmaceutiques	79 817	84 416	5,8
Produits du travail du caoutchouc et du plastique	12 530	13 309	6,2
Matériaux minéraux	11 500	11 757	2,2
Produits métallurgiques et de fonderie	7 776	7 987	2,7
Machines, matériels et équipements divers	44 336	26 820	-39,5
Produits des autres industries manufacturières	27 423	28 436	3,7
Électricité et gaz	51 916	54 963	5,9
Travaux de production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	64 106	68 415	6,7
Travaux de construction	4 487	4 535	1,1
Vente	11 015	12 405	12,6
Services de transports, entreposage	100 411	103 402	3
Services d'hébergement et de restauration	371 128	384 841	3,7
Services d'information et de communication	207 024	212 171	2,5
Services financiers et d'assurance	29 450	36 763	24,8
Services immobiliers	191 257	200 470	4,8
Services spécialisés, scientifiques et techniques	2 663	2 600	-2,4
Services de soutien et de bureau	11 863	13 175	11,1

Valeur courante	2016	2017	Evolution 2017/2016 (%)
Services d'administration publique	5 597	6 388	14,1
Services d'enseignement	68 844	69 973	1,6
Services de santé humaine et d'action sociale	83 479	89 052	6,7
Services artistiques, sportifs et récréatifs	38 707	43 182	11,6
Autres services n.c.a.	54 974	57 513	4,6
Services spéciaux des ménages	6 683	7 181	7,5
Correction territoriale	-49 054	-57 475	17,2
Total	2 726 733	2 790 310	2,3

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le revenu disponible brut ainsi obtenu est utilisé à près de 83,7% pour les dépenses de consommation finale.

Le compte de capital des ménages et des entrepreneurs individuels dégage une capacité de financement de 445,3 milliards de FCFA en 2017 contre 334,6 milliards de FCFA en 2016, soit une hausse de 33,1%. Cette évolution est consécutive à la hausse de l'épargne (12,2%) et à la baisse de la FBCF (46,1%).

2.4.4. Situation des sociétés non financières (SNF)

Une amélioration du taux de marge et du taux d'investissement des SNF

Le taux de marge des SNF s'établit à 60,7% en 2017, en augmentation de 3,5 points par rapport à 2016. La hausse du taux de marge s'explique par l'augmentation de l'EBE et la baisse de la VAB. En effet, l'EBE passe de 484,6 milliards de FCFA en 2016 à 498,0 milliards de FCFA en 2017 soit une hausse de 2,8% par rapport à 2016 tandis que la VAB passe de 846,9 milliards de FCFA en 2016 à 819,8 milliards de FCFA en 2017 soit une baisse de 3,2%.

Tableau 13: Quelques indicateurs sur les SNF

Indicateurs (en%)	2016	2017
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	38,8	38,8
Taux de Marge (EBE/VAB)	57,2	60,7
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	23,6	37,8
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	-12,8	-15,6
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	-54,0	-41,4

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le solde du compte de capital des SNF présente un besoin de financement de 359,8 milliards de FCFA en 2017 contre 209,3 milliards de FCFA en 2016. Ce résultat est le fait de la hausse de 54,9% de la FBCF (309,8 milliards de FCFA en 2017). Comparativement à 2016, le taux d'investissement des SNF a augmenté de 14,2 points de pourcentage et s'établit à 37,8% en 2017.

2.4.5. Situation des sociétés financières

Baisse de la capacité de financement consécutive à la baisse de l'épargne brute

Les sociétés financières enregistrent une capacité de financement de 25,0 milliards de FCFA en 2017 contre 39,6 milliards de FCFA en 2016 soit une baisse de 36,8%. Cette baisse est imputable à la baisse de l'épargne brute qui passe de 105,4 milliards de FCFA en 2016 à 39,6 milliards de FCFA en 2017, malgré une baisse de 72,3% de la FBCF (de 69,2 milliards en 2016 à 19,2 milliards en 2017).

Tableau 14: Quelques indicateurs sur les SF

Indicateurs (en%)	2016	2017
Part salariale dans la VAB (RS/VAB)	57,0	58,1
Taux de marge (EBE/VAB)	37,4	36,1
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	66,6	17,4
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	101,5	36,0
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	152,5	206,6

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le taux de marge des sociétés financières baisse de 1,3 point, passant de 37,4% en 2016 à 36,1% en 2017. Cette baisse est imputable à l'EBE (0,9%) qui a augmenté moins que proportionnellement à la VAB (6,0%).

2.4.6. Administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Augmentation de l'épargne des APU

Le secteur des administrations publiques (APU) regroupe l'ensemble des unités légales, instituées par décision politique et exerçant un pouvoir législatif, judiciaire ou exécutif sur d'autres unités institutionnelles. Les principales fonctions des APU en tant qu'unités institutionnelles, sont (i) d'assumer la responsabilité de la fourniture de biens et de services à la collectivité ou aux ménages individuels, en la finançant par l'impôt ou par d'autres recettes, (ii) de redistribuer le revenu et le patrimoine au moyen de transfert et (iii) de s'engager dans une activité de production non marchande. Les administrations de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif (ISBL) financées et contrôlées par les APU font aussi partie des APU.

La production des APU est évaluée par la somme des coûts. Les coûts concernent essentiellement la rémunération des salariés (RSa), les dépenses en biens et services et la consommation de capital fixe (CCF). Ainsi, en 2017, la RSa versée par les APU se chiffre à 246,7 milliards de FCFA, en baisse de 3,7% par rapport au niveau de 2016. Dans le même temps, les APU dépensent 129,5 milliards de FCFA en biens et services, soit 29,5% de moins qu'en 2016. La résultante est que la production des APU s'établit à 528,8 milliards de FCFA, soit une baisse de 6,6% par rapport à celle de 2016.

Les APU ont dégagé une VAB de 399,3 milliards de FCFA en 2017, soit une augmentation de 4,3% par rapport à celle de 2016. Les recettes fiscales ayant permis le fonctionnement des APU en 2017 se sont établies à 450,1 milliards de FCFA en augmentation de 0,9% par rapport à celles de 2016. Le taux de pression fiscale, qui exprime le poids des prélèvements obligatoires de l'Etat et des collectivités locales dans le PIB, est de 12,3% en 2017 contre 12,8% en 2016.

Tableau 15 : Quelques indicateurs sur les APU

Instrument d'analyse (%)	2016	2017
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	80,7	46,0
Taux d'épargne (brute) (EB/VAB)	12,1	38,9
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	15,0	84,5

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le compte des APU en 2017, enregistre une épargne brute de 155,2 milliards de FCFA, soit une augmentation de 234,3% de plus qu'en 2016. Cette épargne rapportée à la valeur ajoutée brute permet d'obtenir un taux d'épargne de 38,9% pour 2017, en augmentation de 26,8 points par rapport à 2016.

La FBCF des APU baisse de 40,5% en 2017, passant de 308,8 milliards en 2016 à 183,6 milliards en 2017. L'autofinancement des APU s'est amélioré de 69,5 points (84,5% en 2017 contre 15,0% en 2016). La hausse du taux d'autofinancement a eu un impact positif sur le solde du compte de capital. En effet le besoin de financement est passé de 206,9 milliards de FCFA à 3,4 milliards de FCFA en 2017, soit une amélioration de 98,4%.

Les ISBLSM

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) sont des entités juridiques ou sociales non marchandes et non contrôlées par le pouvoir public. Les ISBLSM sont créées dans le but de produire des biens ou des services et leur statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou une autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. Elles fournissent des biens et des services gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs. Les produits fournis par les ISBLSM sont soit destinés à la consommation individuelle (pour la plupart), soit des services collectifs.

Pour les ISBLSM, la valeur ajoutée brute (VAB) en 2017 est de 57,0 milliards de FCFA. Ce montant représente 7,1% de croissance par rapport à la VAB de 2016. Le revenu disponible brut des ISBLSM se chiffre à 47,6 milliards de FCFA en 2017. Les ISBLSM versent des transferts sociaux en nature pour 57,7 milliards de FCFA et bénéficient de transferts en capital pour 21,9 milliards de FCFA. Cela leur permet de dégager une capacité de financement de 10,2 milliards de FCFA en 2017.

2.5. Compte du Reste du monde

L'analyse du compte de capital du Reste du monde permet de constater qu'en 2017, l'économie dégage une capacité de financement de 117,4 milliards de FCFA alors qu'elle était en besoin de financement de 42,4 milliards de FCFA en 2016. Ce changement de structure provient essentiellement d'une amélioration du solde des opérations courantes de 88,3% (de 206,0 milliards de FCFA en 2016 à 24,1 milliards en 2017). Le tableau suivant décrit la séquence complète des comptes du RDM avec l'évolution des soldes sus évoqués.

Tableau 16: Compte du Reste du monde de 2016 à 2017

	Unité : 1 Milliard FCFA	
	2016	2017
<i>Compte de production</i>		
Ressources	1 428,8	1 220,5
Importations	1 428,8	1 220,5
Emplois	961,7	938,4
Exportations	961,7	938,4
Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	467,1	282,1
<i>Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants</i>		
Ressources	668,6	503,8
Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	467,1	282,1
Rémunération des salariés	9,2	16,2
Revenus de la propriété (hors SIFIM)	123,2	128,7
Contributions sociales	3,7	4,3
Prestations sociales autres qu'en nature	0,0	0,3
Autres transferts courants	65,4	72,3
Emplois	462,6	479,7
Rémunération des salariés	25,0	31,8
Impôts - subventions sur produits & imports	7,2	5,4
Revenus de la propriété (hors SIFIM)	158,8	133,1
Impôts courants sur les revenus et le capital	0,6	0,6
Contributions sociales	0,5	0,6
Prestations sociales autres qu'en nature	3,3	3,5
Autres transferts courants	267,1	304,8
Solde des opérations courantes avec l'extérieur	206,0	24,1
<i>Compte de capital</i>		
Ressources	42,4	-117,4
Solde des opérations courantes avec l'extérieur	206,0	24,1
Transferts en capital à recevoir (+)	10,3	12,8
Transferts en capital à payer (-)	-173,9	-154,2
Variations de valeur nette dues à l'épargne...	42,4	-117,4
Emplois	0,0	0,0
Capacité/Besoin de financement	42,4	-117,4

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

En 2017, le déficit du solde des échanges extérieurs de biens et services s'est réduit de 39,6% du fait de la baisse des importations de 14,6% et de la baisse des exportations de 2,4% par rapport à celui de 2016. Bien que le déficit de ce solde soit amenuisé, il demeure la principale raison du déficit courant.

Le solde des opérations courantes avec l'extérieur est de 24,1 milliards de FCFA en 2017 contre 206,0 milliards de FCFA en 2016. Cela signifie que le RDM a disposé sur les deux années d'une épargne mobilisée à partir des échanges effectués avec le Togo. Les transferts en capital nets que le RDM a versé à l'économie nationale ont diminué de 13,5% passant de 163,6 milliards de FCFA en 2016 à 141,4 milliards de FCFA en 2017.

Encadré 2 : Migration au SCN 2008

Le Système de comptabilité nationale (SCN) est un ensemble de recommandations standard approuvé au plan international concernant la méthode de compilation des mesures de l'activité économique en conformité avec des conventions comptables précises basées sur des principes économiques. Ce Système a connu des évolutions au cours du temps donnant lieu à différentes générations de normes internationales en la matière qui sont :

- ❖ le rapport technique de 1947 contenant les recommandations des Nations Unies donnant lieu au premier système de comptabilité nationale détaillé et entièrement travaillé ;
- ❖ les recommandations de l'OECE de 1951 et 1952, le standard des Nations unies de 1953 (SCN 1953) ;
- ❖ le Standard de 1968 (SCN 1968), le Standard européen de 1970 (SEC 1970) et le Système de produit matériel de 1969 (SPM69) pour les pays communistes ;
- ❖ le Standard conjoint de 1993 par les Organisations Internationales (SCN de 1993 par l'ONU, le FMI, la Banque Mondiale, l'OCDE et de la CE) et le standard européen de 1995 (SEC95);
- ❖ le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) qui est une version mise à jour du SCN 93.

Après la mise en œuvre du SCN 93 avec succès, le Togo se propose de se conformer aux normes internationales à travers l'élaboration d'une nouvelle année de base conformément au SCN 2008. Le SCN 2008 a été préparé sous l'égide du Groupe de travail inter secrétariat sur la comptabilité nationale (ISWGNA), qui regroupe cinq organisations : l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Division de statistique des Nations Unies et les commissions régionales du Secrétariat des Nations Unies, ainsi que la Banque mondiale.

Le SCN 2008 par rapport au SCN 93, comporte un certain nombre d'innovations. Il s'agit des clarifications apportées sur certaines questions ; des propositions de nouveaux traitements sur les nouveaux aspects de l'économie et de la prise en compte des développements de l'environnement économique, des avancées de la recherche méthodologique et des besoins des utilisateurs. Ainsi, le passage au SCN 2008 s'est fait à travers la révision de 44 points dans le SCN 93 regroupés en 6 points essentiels à savoir :

- ❖ Les définitions et concepts, notamment celui du secteur institutionnel ;
- ❖ l'élargissement de la frontière de la production ;
- ❖ l'extension de la notion d'actif et de la formation brute de capital fixe ;
- ❖ les instruments financiers et actifs ;
- ❖ le champ des opérations des Administrations publiques et
- ❖ l'harmonisation du SCN 2008 avec le sixième manuel de la balance de paiements (MBP6).

Le passage au SCN 2008 est un processus comportant plusieurs actions complexes qui méritent d'être clairement identifiées, planifiées, programmées et budgétisées au moyen d'une stratégie élaborée. La mise en œuvre de cette stratégie nécessitera, outre les ressources financières, humaines, techniques et matérielles, une collaboration et une implication de tous les membres du système statistique national en général et en particulier des fournisseurs des données statistiques et comptables. La mise en œuvre du SCN 2008 aura des effets directs ou indirects sur le PIB et l'ensemble des agrégats macroéconomiques.

ANNEXES

Annexe 1: Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants

Unité = 1 million de FCFA

Branches	2 016	2 017
Agriculture	556 823	567 849
Élevage et chasse	94 919	101 277
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	50 503	54 756
Pêche et aquaculture	31 171	29 575
Activités extractives	47 307	36 864
Fabrication de produits alimentaires	141 984	146 663
Fabrication de boissons	66 832	66 889
Fabrication de produits à base de tabac	106	108
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	28 789	32 470
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	50 735	51 415
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	54 629	58 126
Fabrication de produits pharmaceutiques	5 830	5 683
Travail du caoutchouc et du plastique	12 369	12 242
Fabrication de matériaux de construction	58 551	48 264
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	12 570	7 514
Fabrication de machines et d'équipements divers	3 602	6 946
Autres industries manufacturières	36 581	31 945
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	9 743	14 254
Production et distribution d'électricité et de gaz	54 687	59 034
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	75 557	75 599
Construction	93 864	102 660
Commerce	251 489	251 117
Transports et entreposage	232 501	255 084
Hébergement, restauration et débits de boissons	42 646	64 519
Information et communication	162 893	163 134
Activités financières et d'assurance	104 495	110 887
Activités immobilières	241 492	243 190
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	112 526	96 210
Activités de services de soutien et de bureau	77 933	76 256
Activités d'administration publique	229 392	240 080
Éducation	189 963	198 634
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	63 607	67 553
Activités artistiques, sportives et récréatives	28 274	31 211
Autres activités de services n.c.a.	65 264	69 690
Activités spéciales des ménages	6 683	7 181
Total Branche	3 296 310	3 384 879
Impôts et Taxes nets de subventions	301 498	324 022
Impôts et Taxes nets de subventions (sans TVA)	118 718	124 855
TVA non déductible	182 780	199 167
Produit Intérieur Brut	3 597 808	3 708 901

Annexe 2: Valeur ajoutée brute par branche d'activités de 2017 au prix de 2016

Unité = 1 million de

FCFA

Branches	2 017
Agriculture	599 605
Elevage et chasse	100 129
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	53 248
Pêche et aquaculture	30 331
Activités extractives	44 305
Fabrication de produits alimentaires	148 185
Fabrication de boissons	69 292
Fabrication de produits à base de tabac	108
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	32 413
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction	48 628
d'enregistrements	
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	57 885
Fabrication de produits pharmaceutiques	5 631
Travail du caoutchouc et du plastique	9 131
Fabrication de matériaux de construction	50 885
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	7 397
Fabrication de machines et d'équipements divers	6 693
Autres industries manufacturières	30 327
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	13 552
Production et distribution d'électricité et de gaz	60 770
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	75 736
Construction	102 001
Commerce	255 950
Transports et entreposage	261 245
Hébergement, restauration et débits de boissons	53 927
Information et communication	166 466
Activités financières et d'assurance	113 180
Activités immobilières	245 701
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	96 324
Activités de services de soutien et de bureau	78 641
Activités d'administration publique	240 664
Education	198 620
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	64 423
Activités artistiques, sportives et récréatives	31 203
Autres activités de services n.c.a.	69 821
Activités spéciales des ménages	6 846
Total Branche	3 429 263
Impôts et Taxes nets de subventions	312 742
Impôts et Taxes nets de subventions (sans TVA)	116 346
TVA non déductible	196 396
Produit Intérieur Brut	3 742 005

Annexe 3: Matrice emploi

- *Emploi 2016*

Branches d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture	3 272	6 856	2 278	926 728	166 535	1 105 669
Elevage et chasse	22	1 634	855	4 942	3 274	10 727
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	182	1 448	78	510	342	2 560
Pêche et aquaculture	20	123	77	6 329	117	6 666
Activités extractives	4 945	1 991	815	2 441	1 649	11 841
Fabrication de produits alimentaires	4 293	11 148	3 876	86 155	9 404	114 876
Fabrication de boissons	4 063	582	287	6 733	13	11 678
Fabrication de produits a base de tabac	-	3	1	4	-	8
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	1 157	13 242	4 095	113 152	4 019	135 665
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	5 984	3 031	1 533	13 980	763	25 291
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	2 632	2 607	413	11 126	809	17 587
Fabrication de produits pharmaceutiques	275	988	79	3 893	1 528	6 763
Travail du caoutchouc et du plastique	7 850	392	59	3 262	-	11 563
Fabrication de matériaux de construction	1 328	758	309	1 424	-	3 819
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	2 382	3 938	2 083	6 335	248	14 986
Fabrication de machines et d'équipements divers	708	2 655	702	4 997	784	9 846
Autres industries manufacturières	5 222	1 212	928	10 439	9	17 810
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	3 688	3 178	693	8 438	1 326	17 323
Production et distribution d'électricité et de gaz	1 824	26	7	103	-	1 960
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	1 201	363	141	1 787	1	3 493
Construction	18 190	14 891	7 430	858	9	41 378
Commerce	39 506	198 020	21 089	261 364	14 502	534 481
Transports et entreposage	11 186	21 667	5 427	34 403	94	72 777
Hébergement, restauration et débits de boissons	7 345	26 827	8 758	183 374	15 064	241 368
Information et communication	6 511	1 410	370	3 009	48	11 348
Activités financières et d'assurance	10 668	248	62	97	5	11 080
Activités immobilières	9 219	903	51	176	3	10 352
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	40 825	763	728	4 530	47	46 893
Activités de services de soutien et de bureau	11 860	11 820	601	2 647	181	27 109
Activités d'administration publique	45 341	-	-	-	-	45 341
Education	39 870	25 205	1 377	1 097	27	67 576
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	14 436	43 829	976	4 727	91	64 059
Activités artistiques, sportives et récréatives	2 667	2 056	415	2 254	530	7 922
Autres activités de services n.c.a.	5 280	33 414	11 544	63 122	1 709	115 069
Activités spéciales des ménages	-	-	-	40 500	-	40 500
Total Economie par type d'emplois	313 952	437 228	78 137	1 814 936	223 131	2 867 384

• *Emploi 2017*

Branches d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux x	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture	3 943	6 394	2 157	924 130	168 243	1 104 867
Élevage et chasse	658	1 730	890	5 256	3 483	12 017
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	168	1 530	82	538	358	2 676
Pêche et aquaculture	38	125	77	6 333	117	6 690
Activités extractives	4 452	1 836	752	2 251	1 560	10 851
Fabrication de produits alimentaires	4 409	11 223	3 866	87 105	9 572	116 175
Fabrication de boissons	3 423	600	285	6 694	7	11 009
Fabrication de produits à base de tabac	-	3	1	4	-	8
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	401	13 714	3 754	116 954	4 143	138 966
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	6 301	3 291	1 647	15 064	822	27 125
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	2 893	2 715	425	11 431	831	18 295
Fabrication de produits pharmaceutiques	137	925	80	3 946	1 549	6 637
Travail du caoutchouc et du plastique	4 654	439	59	3 333	-	8 485
Fabrication de matériaux de construction	1 208	781	307	1 444	-	3 740
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	855	9 703	4 886	15 530	594	31 568
Fabrication de machines et d'équipements divers	250	2 973	720	5 122	804	9 869
Autres industries manufacturières	6 757	1 438	950	10 821	8	19 974
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	4 010	3 222	700	8 534	1 342	17 808
Production et distribution d'électricité et de gaz	1 716	27	7	107	-	1 857
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	1 066	380	135	1 795	1	3 377
Construction	10 614	15 766	7 684	447	4	34 515
Commerce	26 010	200 997	20 439	270 752	14 438	532 636
Transports et entreposage	11 134	22 312	5 579	35 221	97	74 343
Hébergement, restauration et débits de boissons	2 224	21 400	8 303	188 668	15 474	236 069
Information et communication	7 287	1 423	317	2 974	38	12 039
Activités financières et d'assurance	8 642	254	63	6	4	8 969
Activistes immobilières	7 390	929	51	172	3	8 545
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	38 811	915	743	4 759	42	45 270
Activités de services de soutien et de bureau	7 206	11 809	568	2 500	172	22 255
Activités d'administration publique	44 228	-	-	-	-	44 228
Éducation	67 056	24 808	1 363	1 183	28	94 438
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	18 186	36 732	1 018	4 967	92	60 995
Activités artistiques, sportives et récréatives	1 228	1 597	525	2 993	765	7 108
Autres activités de services n.c.a.	10 007	29 171	12 446	68 670	1 857	122 151
Activités spéciales des ménages	-	-	-	43 518	-	43 518
Total Economie par type d'emplois	307 362	431 162	80 879	1 853 222	226 448	2 899 073

Annexe 4: Tableau des Ressources et des Emplois de l'économie de 2016 à 2017

Annexe 4. 1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2017, courant

TABLEAUX RESSOURCES		ANNÉE 2017 AU PRO COURANT																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
RESSOURCES		Détails relatives à l'exercice																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
Ressources en produits	Total des ressources en produits	Produits de base																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
		Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Services	Transport	Information	Énergie	Services financiers	Services immobiliers	Services publics	Services sociaux	Services de santé	Services de culture et de loisirs	Services de communication	Services de transport	Services de transport aérien	Services de transport maritime	Services de transport terrestre	Services de communication électronique	Services de communication fixe	Services de communication mobile	Services de communication par satellite	Services de communication par câble	Services de communication par fibre optique	Services de communication par radio	Services de communication par télévision	Services de communication par internet																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
Produits de base	Produits de base	001	002	003	004	005	006	007	008	009	010	011	012	013	014	015	016	017	018	019	020	021	022	023	024	025	026	027	028	029	030	031	032	033	034	035	036	037	038	039	040	041	042	043	044	045	046	047	048	049	050	051	052	053	054	055	056	057	058	059	060	061	062	063	064	065	066	067	068	069	070	071	072	073	074	075	076	077	078	079	080	081	082	083	084	085	086	087	088	089	090	091	092	093	094	095	096	097	098	099	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121	1122	1123	1124	1125	1126	1127	1128	1129	1130	1131	1132	1133	1134	1135	1136	1137	1138	1139	1140	1141	1142	1143	1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155	1156	1157	1158	1159	1160	1161	1162	1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169	1170	1171	1172	1173	1174	1175	1176	1177	1178	1179	1180	1181	1182	1183	1184	1185	1186	1187	1188	1189	1190	1191	1192	1193	1194	1195	1196	1197	1198	1199	1200	1201	1202	1203	1204	1205	1206	1207	1208	1209	1210	1211	1212	1213	1214	1215	1216	1217	1218	1219	1220	1221	1222	1223	1224	1225	1226	1227	1228	1229	1230	1231	1232	1233	1234	1235	1236	1237	1238	1239	1240	1241	1242	1243	1244	1245	1246	1247	1248	1249	1250	1251	1252	1253	1254	1255	1256	1257	1258	1259	1260	1261	1262	1263	1264	1265	1266	1267	1268	1269	1270	1271	1272	1273	1274	1275	1276	1277	1278	1279	1280	1281	1282	1283	1284	1285	1286	1287	1288	1289	1290	1291	1292	1293	1294	1295	1296	1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307	1308	1309	1310	1311	1312	1313	1314	1315	1316	1317	1318	1319	1320	1321	1322	1323	1324	1325	1326	1327	1328	1329	1330	1331	1332	1333	1334	1335	1336	1337	1338	1339	1340	1341	1342	1343	1344	1345	1346	1347	1348	1349	1350	1351	1352	1353	1354	1355	1356	1357	1358	1359	1360	1361	1362	1363	1364	1365	1366	1367	1368	1369	1370	1371	1372	1373	1374	1375	1376	1377	1378	1379	1380	1381	1382	1383	1384	1385	1386	1387	1388	1389	1390	1391	1392	1393	1394	1395	1396	1397	1398	1399	1400	1401	1402	1403	1404	1405	1406	1407	1408	1409	1410	1411	1412	1413	

Annexe 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) de 2016 à 2017**Annexe 5. 1 : Comptes du reste du monde de 2016 à 2017**

Unité = 1 million de F CFA

		2016	2017
	Ressources	1 428 817	1 220 480
OP7	Importations	1 428 817	1 220 480
	Emplois	961 748	938 429
OP6	Exportations	961 748	938 429
B11	Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	467 069	282 051
	Ressources	668 599	503 805
B11	<i>Solde des échanges extérieurs de Biens et Services</i>	467 069	282 051
OD1	Rémunération des salariés	9 172	16 173
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0
D4	Revenus de la propriété	123 209	128 658
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0
OD6001	Contributions sociales	3 713	4 307
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	5	268
OD7	Autres transferts courants	65 431	72 348
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0
	Emplois	462 601	479 745
OD1	Rémunération des salariés	25 009	31 847
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	7 216	5 423
D4	Revenus de la propriété	158 837	133 085
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	550	550
OD6001	Contributions sociales	542	576
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	3 313	3 458
OD7	Autres transferts courants	267 134	304 806
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0
B.12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur	205 998	24 060
	Ressources	42 447	-117 372
B.12	<i>Solde des opérations courantes avec l'extérieur</i>	205 998	24 060
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	10 300	12 810
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-173 851	-154 242
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	42 447	-117 372
	Emplois	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	42 447	-117 372

Annexe 5.2 : Comptes des Administrations publiques et de Sécurité sociale de 2016 à 2017

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
	Ressources	566 410,0	528 797,0
OP1	Production	566 410,0	528 797,0
	Emplois	183 569,0	129 485,0
OP2	Consommation intermédiaire	183 569,0	129 485,0
B01	Valeur ajoutée brute	382 841,0	399 312,0
	Ressources	382 841,0	399 312,0
B01	<i>Valeur ajoutée brute</i>	382 841,0	399 312,0
	Emplois	256 106,0	246 742,0
OD1	Rémunération des salariés	256 075,0	246 665,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	31,0	77,0

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0,0	0,0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	31,0	77,0
B0A	Revenu d'exploitation	126 735,0	152 570,0
Ressources		519 616,0	552 036,0
B0A	Revenu d'exploitation	126 735,0	152 570,0
OD1	Rémunération des salariés	0,0	0,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	353 664,0	347 070,0
D4	Revenus de la propriété	39 217,0	52 396,0
Emplois		57 628,0	47 411,0
D4	Revenus de la propriété	57 628,0	47 411,0
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	461 988,0	504 625,0
Ressources		816 807,0	818 220,0
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	461 988,0	504 625,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	92 787,0	103 405,0
OD6001	Contributions sociales	89 237,0	94 838,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0,0	0,0
OD7	Autres transferts courants	172 795,0	115 352,0
Emplois		213 430,0	144 596,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	1,0	3,0
OD6001	Contributions sociales	0,0	0,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	57 961,0	62 386,0
OD7	Autres transferts courants	155 468,0	82 207,0
B06	Revenu disponible brut	603 377,0	673 624,0
Ressources		603 377,0	673 624,0
B06	Revenu disponible brut	603 377,0	673 624,0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0,0	0,0
Emplois		163 481,0	171 272,0
OD6003	Transferts sociaux en nature	163 481,0	171 272,0
B07	Revenu disponible ajusté	439 896,0	502 352,0
Ressources		603 377,0	673 624,0
B06	Revenu disponible brut	603 377,0	673 624,0
Emplois		556 968,0	518 460,0
OP3	Dépense de consommation finale	556 968,0	518 460,0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0
B08	Épargne brute	46 409,0	155 164,0
Ressources		104 470,0	187 974,0
B08	Épargne brute	46 409,0	155 164,0
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	68 779,0	41 407,0
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-10 718,0	-8 597,0
ODZ	Opérations transitoires	0,0	0,0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	104 470,0	187 974,0
Emplois		311 356,0	191 357,0
P51	Formation Brute de capitale Fixe	308 849,0	183 637,0
P52	Variation de stocks	1 036,0	1 201,0
AN2	Actifs non produits	1 471,0	6 519,0

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
ODZ	Opérations transitoires	0,0	0,0
B09	Capacité/Besoin de financement	-206 886,0	-3 383,0

Annexe 5.3 : Comptes des Ménages et des Entrepreneurs Individuels (EI) de 2016 à 2017

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
Ressources		3 570 899,0	3 641 574,0
OP1	Production	3 570 899,0	3 641 574,0
Emplois		1 661 356,0	1 642 838,0
OP2	Consommation intermédiaire	1 661 356,0	1 642 838,0
B01	Valeur ajoutée brute	1 909 543,0	1 998 736,0
Ressources		1 909 543,0	1 998 736,0
B01	Valeur ajoutée brute	1 909 543,0	1 998 736,0
Emplois		234 912,0	253 601,0
OD1	Rémunération des salariés	229 583,0	245 730,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	5 329,0	7 871,0
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0,0	0,0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	5 329,0	7 871,0
B0A	Revenu d'exploitation	1 674 631,0	1 745 135,0
Ressources		3 151 670,0	3 273 612,0
B0A	Revenu d'exploitation	1 674 631,0	1 745 135,0
OD1	Rémunération des salariés	926 031,0	927 975,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0,0	0,0
D4	Revenus de la propriété	551 008,0	600 502,0
Emplois		47 377,0	39 030,0
D4	Revenus de la propriété	47 377,0	39 030,0
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	3 104 293,0	3 234 582,0
Ressources		3 560 338,0	3 656 368,0
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	3 104 293,0	3 234 582,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0,0	0,0
OD6001	Contributions sociales	1 860,0	1 744,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	72 751,0	77 631,0
OD7	Autres transferts courants	381 434,0	342 411,0
Emplois		348 733,0	322 124,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	33 795,0	46 580,0
OD6001	Contributions sociales	103 890,0	110 624,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	1 860,0	1 744,0
OD7	Autres transferts courants	209 188,0	163 176,0
B06	Revenu disponible brut	3 211 605,0	3 334 244,0
Ressources		3 436 025,0	3 563 265,0
B06	Revenu disponible brut	3 211 605,0	3 334 244,0
OD6003	Transferts sociaux en nature	224 420,0	229 021,0
Emplois		0,0	0,0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0,0	0,0

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
B07	Revenu disponible ajusté	3 436 025,0	3 563 265,0
	Ressources	3 211 605,0	3 334 244,0
B06	Revenu disponible brut	3 211 605,0	3 334 244,0
	Emplois	2 726 733,0	2 790 310,0
OP3	Dépense de consommation finale	2 726 733,0	2 790 310,0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0
B08	Épargne brute	484 872,0	543 934,0
	Ressources	555 214,0	618 035,0
B08	Épargne brute	484 872,0	543 934,0
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	70 438,0	74 101,0
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-96,0	0,0
ODZ	Opérations transitoires	0,0	0,0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	555 214,0	618 035,0
	Emplois	220 582,0	172 747,0
P51	Formation Brute de capitale Fixe	214 063,0	115 290,0
P52	Variation de stocks	24 542,0	78 217,0
AN2	Actifs non produits	-18 023,0	-20 760,0
ODZ	Opérations transitoires	0,0	0,0
B09	Capacité/Besoin de financement	334 632,0	445 288,0

Annexe 5.4 : Comptes des Institutions Financières (IF) de 2016 à 2017

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
	Ressources	158 542,0	174 734,0
OP1	Production	158 542,0	174 734,0
	Emplois	54 702,0	64 706,0
OP2	Consommation intermédiaire	54 702,0	64 706,0
B01	Valeur ajoutée brute	103 840,0	110 028,0
	Ressources	103 840,0	110 028,0
B01	Valeur ajoutée brute	103 840,0	110 028,0
	Emplois	64 989,0	70 269,0
OD1	Rémunération des salariés	59 207,0	63 964,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	5 782,0	6 305,0
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0,0	0,0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	5 782,0	6 305,0
B0A	Revenu d'exploitation	38 851,0	39 759,0
	Ressources	261 116,0	239 403,0
B0A	Revenu d'exploitation	38 851,0	39 759,0
OD1	Rémunération des salariés	0,0	0,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0,0	0,0
D4	Revenus de la propriété	222 265,0	199 644,0
	Emplois	144 828,0	187 632,0
D4	Revenus de la propriété	144 828,0	187 632,0
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	116 288,0	51 771,0

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
	Ressources	159 198,0	95 118,0
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	116 288,0	51 771,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0,0	0,0
OD6001	Contributions sociales	1 345,0	1 503,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0,0	0,0
OD7	Autres transferts courants	41 565,0	41 844,0
	Emplois	53 755,0	55 560,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	5 560,0	8 618,0
OD6001	Contributions sociales	0,0	0,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	1 345,0	1 503,0
OD7	Autres transferts courants	46 850,0	45 439,0
B06	Revenu disponible brut	105 443,0	39 558,0
	Ressources	105 443,0	39 558,0
B06	Revenu disponible brut	105 443,0	39 558,0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0,0	0,0
	Emplois	0,0	0,0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0,0	0,0
B07	Revenu disponible ajusté	105 443,0	39 558,0
	Ressources	105 443,0	39 558,0
B06	Revenu disponible brut	105 443,0	39 558,0
	Emplois	0,0	0,0
OP3	Dépense de consommation finale	0,0	0,0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0
B08	Épargne brute	105 443,0	39 558,0
	Ressources	118 456,0	52 640,0
B08	Épargne brute	105 443,0	39 558,0
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	16 103,0	16 925,0
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-3 090,0	-3 843,0
ODZ	Opérations transitoires	0,0	0,0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	118 456,0	52 640,0
	Emplois	78 832,0	27 596,0
P51	Formation Brute de capitale Fixe	69 163,0	19 151,0
P52	Variation de stocks	1,0	-5,0
AN2	Actifs non produits	9 668,0	8 450,0
ODZ	Opérations transitoires	0,0	0,0
B09	Capacité/Besoin de financement	39 624,0	25 044,0

Annexe 5. 5 : Comptes des Sociétés Non Financières de 2016 à 2017

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
	Ressources	2 353 902,0	2 311 768,0
OP1	Production	2 353 902,0	2 311 768,0
	Emplois	1 507 032,0	1 491 984,0
OP2	Consommation intermédiaire	1 507 032,0	1 491 984,0

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
B01	Valeur ajoutée brute	846 870,0	819 784,0
	Ressources	846 870,0	819 784,0
B01	Valeur ajoutée brute	846 870,0	819 784,0
	Emplois	362 285,0	321 780,0
OD1	Rémunération des salariés	328 521,0	317 775,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	33 764,0	4 005,0
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0,0	0,0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	33 764,0	4 005,0
B0A	Revenu d'exploitation	484 585,0	498 004,0
	Ressources	516 556,0	527 688,0
B0A	Revenu d'exploitation	484 585,0	498 004,0
OD1	Rémunération des salariés	0,0	0,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0,0	0,0
D4	Revenus de la propriété	31 971,0	29 684,0
	Emplois	564 863,0	606 243,0
D4	Revenus de la propriété	564 863,0	606 243,0
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	-48 307,0	-78 555,0
	Ressources	58 460,0	10 540,0
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	-48 307,0	-78 555,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0,0	0,0
OD6001	Contributions sociales	7 535,0	8 072,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0,0	0,0
OD7	Autres transferts courants	99 232,0	81 023,0
	Emplois	166 546,0	138 698,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	52 881,0	47 654,0
OD6001	Contributions sociales	0,0	0,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	7 535,0	8 072,0
OD7	Autres transferts courants	106 130,0	82 972,0
B06	Revenu disponible brut	-108 086,0	-128 158,0
	Ressources	-108 086,0	-128 158,0
B06	Revenu disponible brut	-108 086,0	-128 158,0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0,0	0,0
	Emplois	0,0	0,0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0,0	0,0
B07	Revenu disponible ajusté	-108 086,0	-128 158,0
	Ressources	-108 086,0	-128 158,0
B06	Revenu disponible brut	-108 086,0	-128 158,0
	Emplois	0,0	0,0
OP3	Dépense de consommation finale	0,0	0,0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0
B08	Épargne brute	-108 086,0	-128 158,0
	Ressources	-106 777,0	-128 609,0
B08	Épargne brute	-108 086,0	-128 158,0
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	7 489,0	7 235,0

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-6 180,0	-7 686,0
ODZ	Opérations transitoires	0,0	0,0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	-106 777,0	-128 609,0
	Emplois	102 514,0	231 159,0
P51	Formation Brute de capitale Fixe	199 985,0	309 759,0
P52	Variation de stocks	-104 355,0	-84 336,0
AN2	Actifs non produits	6 884,0	5 736,0
ODZ	Opérations transitoires	0,0	0,0
B09	Capacité/Besoin de financement	-209 291,0	-359 768,0

Annexe 5.6 : Comptes des Institutions Sans But Lucratif au service des ménages (ISBL-SM) de 2016 à 2017

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
	Ressources	72 187,0	75 000,0
OP1	Production	72 187,0	75 000,0
	Emplois	18 971,0	17 981,0
OP2	Consommation intermédiaire	18 971,0	17 981,0
B01	Valeur ajoutée brute	53 216,0	57 019,0
	Ressources	53 216,0	57 019,0
B01	Valeur ajoutée brute	53 216,0	57 019,0
	Emplois	36 852,0	37 534,0
OD1	Rémunération des salariés	36 808,0	38 167,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	44,0	-633,0
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0,0	0,0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	44,0	-633,0
B0A	Revenu d'exploitation	16 364,0	19 485,0
	Ressources	22 227,0	22 002,0
B0A	Revenu d'exploitation	16 364,0	19 485,0
OD1	Rémunération des salariés	0,0	0,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0,0	0,0
D4	Revenus de la propriété	5 863,0	2 517,0
	Emplois	0,0	0,0
D4	Revenus de la propriété	0,0	0,0
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	22 227,0	22 002,0
	Ressources	50 923,0	52 930,0
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	22 227,0	22 002,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0,0	0,0
OD6001	Contributions sociales	742,0	736,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0,0	0,0
OD7	Autres transferts courants	27 954,0	30 192,0
	Emplois	4 383,0	5 306,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0,0	0,0
OD6001	Contributions sociales	0,0	0,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	742,0	736,0

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017
0D7	Autres transferts courants	3 641,0	4 570,0
B06	Revenu disponible brut	46 540,0	47 624,0
Ressources		46 540,0	47 624,0
B06	<i>Revenu disponible brut</i>	46 540,0	47 624,0
0D6003	Transferts sociaux en nature	0,0	0,0
Emplois		60 939,0	57 749,0
0D6003	Transferts sociaux en nature	60 939,0	57 749,0
B07	Revenu disponible ajusté	-14 399,0	-10 125,0
Ressources		46 540,0	47 624,0
B06	<i>Revenu disponible brut</i>	46 540,0	47 624,0
Emplois		55 957,0	57 749,0
0P3	Dépense de consommation finale	55 957,0	57 749,0
0D8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0
B08	Épargne brute	-9 417,0	-10 125,0
Ressources		11 409,0	11 765,0
B08	<i>Épargne brute</i>	-9 417,0	-10 125,0
0D9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	20 826,0	21 890,0
0D9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0,0	0,0
0DZ	Opérations transitoires	0,0	0,0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	11 409,0	11 765,0
Emplois		11 935,0	1 574,0
P51	Formation Brute de capitale Fixe	11 935,0	1 519,0
P52	Variation de stocks	0,0	0,0
AN2	Actifs non produits	0,0	55,0
0DZ	Opérations transitoires	0,0	0,0
B09	Capacité/Besoin de financement	-526,0	10 191,0